

n°125 • premier trimestre 2020

SYMBIOSES

125

Le magazine de l'Éducation relative à l'Environnement (ErE)

Éduquer aux communs

La galaxie des communs

p.6

Un bois libéré

p.10

Des communs numériques
pour partager nos territoires

p.16

SYMBIOSES est réalisé par le Réseau IDée

réseau
idée

éditorial

* Notre avenir communs

p.3

infos en bref

p.4

interview

* La ministre Céline Tellier : « Nous sommes une composante de la nature »

p.5

DOSSIER

Éduquer aux communs



matière à réflexion

- * La galaxie des communs p.6
- * Eduquer aux communs p.8

expériences

- * L'eau, devenir commun p.9
- * Un bois libéré p.10
- * Des sentiers pour relier p.11
- * Terre-en-vue, pour faciliter l'accès à la terre nourricière / Graine de citoyens / Logement : entre propriété et commun p.12

- * L'école, de l'autre côté p.14
- * Des communs numériques pour partager nos territoires p.16
- * « Tout le monde veut faire "en commun", beaucoup moins "des communs" » p.17

- outils p.18
- adresses utiles p.20

lu & vu
agenda

p.22

p.24

Prochain numéro : printemps 2020

ZERO déchet



SYMBIOSES est le bulletin trimestriel de liaison de l'asbl Réseau IDée

Le Réseau IDée bénéficie du soutien de la Wallonie, de Bruxelles Environnement et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ainsi que des aides à l'emploi de la Wallonie et de la Région bruxelloise.

SYMBIOSES est envoyé gratuitement dans les écoles grâce au soutien de la Wallonie et de la Région bruxelloise.

Réseau d'Information et de Diffusion en éducation à l'environnement association sans but lucratif

SYMBIOSES est édité par l'asbl Réseau IDée. Celle-ci a pour objet d'assurer la circulation optimale de l'information, la valorisation et la diffusion des réalisations ainsi que la réflexion permanente dans le domaine de l'Éducation relative à l'Environnement (ErE).

Trimestriel, SYMBIOSES s'adresse à tous ceux et toutes celles qui sont amenés à pratiquer ou promouvoir l'éducation à l'environnement.

Abonnement (12 €/an - pour l'étranger 18 €/an), commande et téléchargement sur



Soutenez-nous !

En faisant un don au Réseau IDée, vous soutenez le déploiement de l'ErE dans nos systèmes éducatifs. Il vous suffit de verser le montant souhaité, ou d'effectuer un ordre permanent, sur notre compte Dons BE62 5230 4457 9861, en précisant en communication « don + vos coordonnées ». Déductible fiscalement à partir de 40 euros.

Diffusion et éditeur responsable :

Réseau IDée asbl
Siège social : 266 rue Royale
1210 Bruxelles
T : 02 286 95 70
F : 02 286 95 79
info@symbioses.be
www.reseau-idee.be
Numéro d'entreprise : 0445.500.808 -
RPM Bruxelles -
Banque : BE98 0012 1241 2393

L'équipe SYMBIOSES, c'est :

- aux manettes : Christophe DUBOIS, Céline TERET
- aux rubriques : Marie BOGAERTS (agenda), Sandrine HALLET (infos en bref, outils, lu-vu)
- ont aussi collaboré : Fred DE THIER, Natacha SENSIQUE, Joëlle VAN DEN BERG, Dominique WILLEMSSENS
- abonnements : Sandrine HALLET
- mise en page : César CARROCERA GIGANTO
- photo de couverture : Zachary DeBottis

SYMBIOSES est imprimé sur papier recyclé par l'imprimerie Van Ruys, emballé sous film biologique et envoyé par l'ETA L'Ouvroir.



Notre avenir communs

40,6°C mesurés à Kleine Brogel le 25 juillet dernier. Record (encore) battu. Nos nappes phréatiques et nos cours d'eau se vident. La sécheresse prend désormais ses quartiers d'été en Belgique. Comme ailleurs en Europe. Ou en Australie. Là-bas, les changements climatiques sont tenus responsables de la disparition en fumée de 8 millions d'hectares. Et de milliards d'animaux. Record (encore) battu. Sécheresse et manque d'eau, un cocktail incendiaire. D'autant que pour répondre à ce manque d'eau, le gouvernement australien - qui nie par ailleurs les changements climatiques - a décidé il y a quelques années de fixer des quotas d'eau aux principaux consommateurs (fermiers, industriels et villes), offrant à des investisseurs privés d'acheter des réserves dont le prix fluctue quotidiennement selon l'offre et la demande. Un prix qui ne cesse donc d'augmenter. Car ce qui est rare est cher. Et ce qui est cher serait soi-disant respecté. En Australie et ailleurs, les géants de la finance se battent pour s'emparer de ce nouvel or bleu et spéculent sur la sécheresse. Vous paierez, ou vous mourrez, car l'eau est partout : dans chacun des aliments de votre assiette ou dans votre gourde, évidemment, mais aussi dans votre ordinateur, votre vélo, vos vêtements. Les financiers se moquent du choléra et des flammes. « *Ce n'est pas parce que l'eau est la vie qu'elle ne doit pas avoir un prix* », confirme d'ailleurs l'un d'entre eux ¹. Car pour les défenseurs du capitalisme néolibéral, ce qui n'a pas de coût n'a pas de valeur.

« *Tout ce qui n'est pas approprié par quelqu'un est menacé* », ose Corentin de Salle, directeur scientifique du Centre d'études du MR ². De là à privatiser les baleines et à les flanquer de capteurs GPS, il n'y a qu'un pas, que le penseur libéral saute sans ciller. Soumettons donc nos ressources vitales et autres organismes vivants au joug du marché qui, de sa main invisible, protégera la poule aux œufs d'or. Privatisons même les réserves naturelles, pour interdire qu'on y touche. Privatisons la terre, l'eau, l'air, les forêts, les semences... mais aussi la culture, la connaissance. Cela se fait depuis plus de deux siècles et s'est accéléré depuis 30 ans. Sans succès, sinon de creuser les inégalités et d'accroître l'épuisement des ressources.

Il y a, en réalité, une alternative à l'accaparement des ressources. Entre le tout au marché et le tout à l'Etat - lequel étant lui-même trop souvent soumis au marché - il existe une troisième option, celle des communs, popularisée par la lauréate du prix Nobel d'économie, Elinor Ostrom. Partout, des communautés s'auto-organisent pour gérer, protéger et partager des ressources naturelles et informationnelles. Des systèmes d'échanges de savoirs aux systèmes d'irrigation, des logiciels libres aux jardins partagés. Les villageois de Törbel, en Suisse, gèrent en commun leurs forêts alpines, leurs prairies et leur eau d'irrigation depuis 1224. Pas les pouvoirs publics seuls, mais biens les habitant-es ensemble.

Pour comprendre les communs, leurs formes multiples, les attitudes des acteur-trices, leur efficacité mais aussi leurs luttes et leurs difficultés, il faut se frotter aux situations réelles, sur le terrain. C'est ce à quoi vous invite ce numéro de SYMBIOSES. Eduquer aux communs, c'est avant tout s'y impliquer. Accepter de partager nos bouts de propriétés, qu'elles soient matérielles ou intellectuelles. Que d'autres s'en emparent et les bonifient. C'est réinvestir l'espace public et politique. Echanger. Faire de la classe, de l'école ou de l'association un espace construit ensemble. Démocratiquement. D'ailleurs, le SYMBIOSES que vous tenez entre les mains est en Creative Commons. Vous êtes libres de le télécharger, de le partager, de le copier, de le modifier. En un mot : il est commun.

Christophe DUBOIS

¹ « Main basse sur l'eau », documentaire disponible gratuitement sur www.arte.tv (jusqu'au 13/06/20)

² « Le modèle écolo repose sur un mythe », interview dans l'Echo, 12 février 2019. <http://bit.ly/corentin-desalle>

infos en bref



Le Réseau IDée est sur Instagram

Mais qui se cache derrière votre magazine *SYMBIOSES* ? Vie de l'équipe du Réseau IDée, nouvel outil au centre de doc, échos d'une formation, préparation du prochain *SYMBIOSES*... : suivez-nous au quotidien sur notre compte [reseau_idee](#) !



Clap de fin sur Filming for the Climate

Filming for the Climate s'est clôturé ce 3 décembre. Cette compétition vidéo nationale donnait l'occasion aux jeunes de s'exprimer sur le climat. Pour introduire la soirée, les jeunes ont pu échanger avec des expert-es, échevin-es, ministres, parlementaires européen-nes et membres des Nations Unies lors de différentes tables rondes : enseignement et environnement ; région, commune et climat ; Union Européenne et Nations Unies ; éthique des entreprises face à l'écologie. Place ensuite à la projection des courts-métrages et à la remise des prix : sept films primés dans trois catégories, dont « Micro-Trottoir sur les enjeux climatiques » par les élèves de l'école de Steyls, prix du meilleur message dans la catégorie 8-12 ans et « Retour vers le passé » par le Centre Scolaire Éperonniers-Mercelis pour le meilleur film des 13-16 ans.

Plus d'infos : www.festivalmillenium.org/nouvelles/filming-for-the-climate-30

Jeunes et environnement

Pour fêter leurs 20 ans, les CRIE ont organisé le 17 décembre dernier une journée interrogeant les pratiques d'éducation à l'environnement (ErE) face aux jeunes d'aujourd'hui. A travers l'enquête *Génération Quoi ?* (2016), on a pu y entendre la sensibilité des jeunes concernant les enjeux socio-économiques et environnementaux, l'influence de leur niveau de vie et d'éducation sur leurs connaissances et priorités, et une réflexion sur leur rapport aux jeux vidéos. L'APED (Appel pour une école démocratique) a présenté les résultats de son enquête « Ecole, savoirs, climat » (*lire p.10-11 du précédent SYMBIOSES « Manifs climat... et après ? »*). L'association pointe une conscience de l'urgence climatique en hausse chez les jeunes et une baisse des connaissances des mécanismes climatiques. Ce qui, selon l'APED, menacerait la pérennité des actions menées. Un point de vue peu partagé par les professionnel-les de l'ErE présent-es. Selon les associations d'ErE, s'il faut davantage aborder les savoirs sur le climat à l'école, il ne faut pas pour autant « tout connaître » pour atteindre une conscientisation durable. La prise en compte des émotions, le pouvoir et le vouloir agir sont aussi importants. Sans négliger les savoirs de base (lecture, sciences, sciences humaines...), indispensables à la bonne compréhension et à l'interprétation des données. Venu-es témoigner, des élèves de l'Athénée Léonie de Waha (Liège) ont quant à eux exprimé leurs besoins d'espaces de parole à l'école.

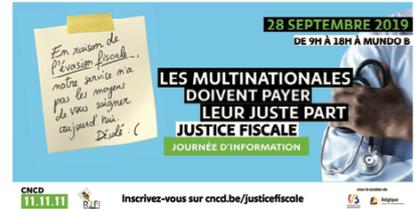
Infos : www.crie.be/?ColloqueDec



Campagne Justice fiscale

Environ 40 % des profits des multinationales sont déclarés dans des paradis fiscaux ! Cette évasion prive les États, au Nord comme au Sud de la planète, de ressources essentielles pour financer les services publics, la santé, l'éducation, l'accès à l'eau, les transports, la transition énergétique... Pourtant, des solutions existent. C'est pour les populariser et les défendre face aux politiques que le CNCD-11.11.11 consacre sa campagne 2019-2020 à la justice fiscale. Pour mieux comprendre les enjeux, lisez le dossier de campagne du CNCD !

Plus d'infos : www.cncd.be/-campagne-justice-fiscale-



A Namur, relancer la dynamique des attentats courgettes

Le projet avait tout pour séduire. Un nom accrocheur : « Attentats courgettes ». Et l'originalité de la démarche : semer des légumes à l'école et les repiquer dans la ville, afin que ces « légumes extraordinaires » soient glanés par les habitant-es et passant-es. Avec le prof de sciences, Pierre Bertieaux, les élèves de l'EcoTeam de l'Institut Saint-Ursule de Namur se sont plongé-es dans ce projet, dans la foulée des marches pour le climat. Pour entrer dans l'action, expérimenter une démarche « proactive, non fataliste, en partenariat ». Et apprendre à cultiver la terre, en faisant des liens avec les cours de sciences. En quelques mois, des plants de tomates, courgettes et potirons ont pris place dans un parc jouxtant l'école, sur une parcelle mise à disposition par le service espaces verts de la Ville de Namur. Au milieu du potager urbain, une pancarte « Servez-vous, nourriture à donner ».

Aujourd'hui, le projet s'est arrêté. Après des contraintes logistiques (manque d'accès à l'eau), il a fallu faire face au calendrier (examens et congés obligent) et à un manque d'effectifs. Des difficultés fréquentes dans les projets potager. Mais l'enseignant ne baisse pas les bras : « Il y a de l'énergie et de la motivation », souligne Pierre Bertieaux. Ce qu'il faudrait, c'est fédérer d'autres acteurs pour relancer la dynamique. L'appel est lancé aux associations d'éducation à l'environnement, à la Ville de Namur et aux écoles namuroises, pour poursuivre le projet, collectivement.

Contact : pierre.bertieaux@isu.be

La ministre Céline Tellier :

« *Nous sommes une composante de la nature* »

Issue du monde associatif environnemental, Céline Tellier est la nouvelle ministre wallonne de l'environnement et de la nature. Pour elle, l'éducation relative à l'environnement (ErE) est un levier essentiel pour sortir d'un système en proie à de multiples crises.

Quelle est pour vous la place de l'éducation à l'environnement ?

A côté du travail de nature politique que je mène avec mon équipe et l'administration, pour faire en sorte notamment que le cadre réglementaire évolue en faveur de l'environnement, je souhaite que nous puissions collectivement renouer avec le sens de notre vie en collectivité, au cœur d'une nature dont nous sommes une composante bien plus qu'un « exploitant ». Cela passera notamment par l'éducation.

Trop longtemps, l'être humain s'est considéré comme seul acteur pertinent sur Terre, disposant du droit inaliénable d'exploiter les ressources naturelles, êtres vivants compris, à son seul profit et sans se soucier des conséquences. Aujourd'hui, nous payons le tribut de cette folie : les écosystèmes s'effondrent, les dérèglements climatiques sont à nos portes, la biodiversité s'érode, menaçant le fragile équilibre de notre planète et, par là, la survie de l'humanité et du vivant.

Une action forte et urgente est nécessaire, c'est ce à quoi s'est engagé le Gouvernement dans sa déclaration de politique régionale. Mais une société ne peut réaliser un saut aussi grand dans la transition qu'avec l'aide de l'ensemble des citoyens. Car au-delà des mesures réglementaires ou techniques, c'est bien un nouveau rapport à la nature et à notre environnement que nous gagnerons à développer : une relation moins prédatrice et moins utilitariste, respectueuse du vivant et de ses équilibres subtils, plus sobre et responsable. A cet égard, l'éducation relative à l'environnement est un levier essentiel : comprendre les enjeux environnementaux mais aussi développer l'empathie, le respect, l'émerveillement pour cette nature à laquelle nous appartenons est indispensable si nous voulons éveiller les consciences et provoquer un changement d'échelle dans la protection de notre environnement.



Selon vous, quels sont les enjeux environnementaux prioritaires auxquels sensibiliser et éduquer jeunes et adultes ?

L'état de notre environnement global est tel que de multiples crises se juxtaposent : climat, biodiversité, surexploitation des ressources, pollutions et toxicités diverses... Mais une transformation sociétale majeure ne se fera pas sans mal car de nombreuses résistances sont à l'œuvre : recul du multilatéralisme, montée des populismes voire des « carbo-fascismes », remise en cause des arguments rationnels, manipulation des populations, perte de puissance du politique au profit de l'économique et du médiatique, etc. A côté des enjeux environnementaux, c'est donc aussi la défense de notre démocratie et de notre esprit critique qui sont en jeu.

Je soutiens l'idée de travailler, comme le fait le réseau des associations d'éducation relative à l'Environnement (ErE), par de multiples portes d'entrées qui vont de la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre à une approche zéro déchet, en passant par les économies d'eau ou d'énergie, la protection de la biodiversité, notre reconnexion plus globale à la nature. Peu importe finalement la porte d'entrée utilisée, l'essentiel me paraît être d'aller toucher les apprenants là où ils sont, dans leurs réalités et préoccupation quotidiennes.

Quels seront vos orientations en la matière ?

La priorité devrait aller à la sensibilisation de publics peu ou non sensibilisés à ces défis. Cela pourrait s'appuyer sur le renforcement des approches ludo-pédagogiques, le recours aux émotions (qui sont un puissant moteur d'apprentissage), à l'action ainsi qu'à la créativité. Plus largement, l'immersion dans la nature, le contact concret avec le vivant, doivent être encouragés car ils inscrivent dans le cœur et le corps le sens du respect de notre environnement. A cet égard, le parcours de l'ErE proposé par le monde associatif¹ ainsi que l'approche « tête, cœur et main » restent les cadres de référence pour une action coordonnée.

Enfin, inscrire l'éducation relative à l'environnement dans les projets fédérateurs de la Région, parmi lesquels la plantation de 4000 km de haies et/ou un million d'arbres, l'orientation zéro déchet, l'alimentation durable, l'amélioration de la qualité de l'air, le bien-être animal, etc. Cela permettrait aux enfants et adultes apprenants de se sentir faire partie d'un objectif plus global et concret, porté par l'ensemble de la société. Ce qui est très motivant !

Propos recueillis par Christophe Dubois

¹ Les associations d'ErE organisent leurs actions autour d'une spirale parcourant diverses étapes : se familiariser > vivre des expériences de découverte > s'informer > se positionner > participer > évaluer/évoluer. Téléchargeable sur www.reseau-idee.be/espace-membres/index_pdf/spirale-de-ler-e.pdf



La galaxie des communs

Quel est le point commun entre une nappe phréatique, une plante médicinale, Wikipedia, l'air pur, des sangliers, des terres agricoles africaines et le système de don de sang ? La réponse est dans la question. Ils sont au cœur des communs.

Aujourd'hui, partout à travers le monde, des intérêts privés s'approprient des ressources naturelles communes, souvent avec la bénédiction des gouvernements. Au cours de la dernière décennie, les surfaces de terres accaparées autour du globe (en Afrique, Asie et Amérique latine surtout), par de grandes puissances et des fonds de placements, ont couvert 30 millions d'hectares¹, provoquant l'exode de milliers de communautés. C'est d'autant plus facile lorsque les populations locales ne disposent pas de titres de propriété sur les terres qu'elles utilisent depuis des générations... Au niveau mondial, 2,5 milliards de personnes dépendent encore de droits d'usage coutumiers et risquent donc l'éviction².

Qui dit accaparement des terres, dit aussi privatisation de l'eau : achat de nappes aquifères par une multinationale de la boisson aux Etats-Unis, privatisation des services de traitement et de distribution de l'eau au Royaume-Uni et ailleurs. Pour certains fonds spéculatifs, l'or bleu est une source de profit au même titre que l'or noir³. Pour eux, une ressource naturelle non exploitée est un actif non valorisé.

Même l'air est régulé par des marchés ! Un « marché du carbone » a été mis en place dans la lutte contre le réchauffement climatique. Si nous émettons trop de CO₂, nous devons acheter des quotas. Et inversement. En 2018, le prix du carbone a quadruplé en un an ! Et les émissions continuent d'augmenter...

La privatisation du vivant

« L'ignorance des communs est dangereuse, elle rend possible le pillage privé de notre richesse commune », dit l'auteur américain David Bollier, dont le premier ouvrage s'appelait *The silent theft*². Parlons donc de ce vol silencieux. La terre, l'eau, l'air, mais aussi les forêts, les semences, des espaces publics... autant de ressources communes privatisées ou accaparées par les marchés. Même les ressources immatérielles - un savoir-faire, un code génétique, la connaissance - sont de plus en plus privatisées, emmurés, via les brevets ou droits d'auteur. En Belgique, même le championnat de foot porte le nom d'une bière !

A l'origine des communs...

En Angleterre, les coutumes autorisaient le glanage, le pâturage, le ramassage de bois sur les terres communales - appelées « commons ». Dès la fin du Moyen-Âge, les champs ouverts, soumis à un droit d'usage communautaire, sont progressivement privatisés et enclos pour les besoins de l'agriculture ou de l'élevage, dans la perspective de la révolution industrielle*. C'est ce qu'on appelle les **enclosures**. Entre le XVII^e et le XIX^e siècle, on passe donc d'une économie du partage via les communs, à une production visant essentiellement le gain privé et l'accumulation**. C'est l'essor du capitalisme.

* « De la disparition des communs à leur retour », G. Azam, Saluterre n°18, déc. 2016.

** « La Grande Transformation », K. Polanyi, 1983.

Communs c'est vaste ?

**Communs =
ressource + communauté + règles**

Les communs sont à la fois des ressources et des pratiques très diversifiées. Ils ne se résument pas à une recette ou à une définition étroite, mais bien à quelques principes de base :

- Les (biens) communs, sont des ressources, gérées collectivement par une communauté. Celle-ci établit des règles (donc des sanctions) et une gouvernance, dans le but de préserver et pérenniser cette ressource.

- Cette ressource peut être naturelle (forêt, rivière...), matérielle (maison, outil...) ou immatérielle (culture, éducation...).

- Les pratiques très diverses de ces communautés privilégient l'usage et la collaboration à l'appropriation, le partage et l'autosuffisance à la marchandisation (même si certains communs peuvent dégager des revenus).

- C'est une alternative dans la gestion des ressources, entre la propriété privée exclusive et la propriété publique.

- Les communs ne sont pas tous en accès libre, l'usage de certains communs peut être réservé à leur communauté.

Des exemples

- Les villageois de Törbel, en Suisse, gèrent en commun leurs forêts alpines, leurs prairies et leur eau d'irrigation depuis 1224.

- Wikipedia : moyennant le respect de quelques principes, chacun-e est libre de créer, de réutiliser, de compléter et de corriger les articles de la célèbre encyclopédie en ligne.

- Les échanges de semences pour sortir de notre dépendance aux grands semenciers.

- En Italie, 140 villes se sont dotées de Chartes de communs urbains qui facilitent, permettent et règlementent la participation active des citoyen-nes dans les politiques urbaines.

Sources :

<https://lescommuns.org/>

<https://wiki.remixthecommons.org>

Le vivant aussi subit ses *enclosures*. Certains industriels de la pharmacie, de la cosmétique ou de l'agriculture obtiennent des droits exclusifs sur les gènes de plantes ou sur leurs modes d'utilisation, s'appropriant ainsi de la biodiversité et des connaissances traditionnelles autochtones. Cela s'appelle de la biopiraterie ⁴. Des entreprises ont même breveté des gènes humains.

« Une part énorme de notre vie politique et économique est assujettie à la voracité des marchés, aux types de relations sociales appauvries qu'ils promeuvent et aux dommages écologiques qu'ils engendrent », constate David Bollier, qui dénonce les *enclosures* des communs, « ces multiples formes par lesquelles notre richesse partagée se trouve extraite de son contexte naturel, accaparée par des intérêts commerciaux et transformées en marchandises privées exclusives ».

Tout devient marchandise, tout s'achète. Au nom du progrès ou de l'efficacité ? Au bénéfice de l'environnement, comme le prévoyait le très influent écologue Garrett Hardin dans « La tragédie des biens communs » ⁵ ? Rien n'est moins sûr, à voir l'aggravation des changements climatiques, la destruction de la biodiversité, l'épuisement des sols, des minerais, des sources d'énergie fossile. « Des entreprises pétrolières vont forer dans des espaces sauvages immaculés, des mines défigurent des vallées, des firmes forestières ravagent des forêts publiques, des multinationales épuisent des nappes phréatiques », déplore encore David Bollier. Après exploitation, ce qui reste, les déchets à gérer, sont bien souvent rejetés dans les communs. Sans parler des inégalités croissantes et du déficit démocratique que la privatisation génère.

La renaissance des communs

S'ils existent depuis longtemps, les communs retrouvent aujourd'hui un second souffle. Ils bénéficient désormais d'une reconnaissance internationale, depuis le prix Nobel d'économie

reçu en 2009 par Elinor Ostrom ⁶. A contre-courant de la tragédie des biens communs annoncée par Garrett Hardin, la politologue américaine met en lumière la façon dont des communautés dans le monde entier s'auto-organisent, à côté de l'Etat ou du marché, pour gérer des ressources naturelles et culturelles partagées. Des terres communales en Éthiopie, des collecteurs de caoutchouc en Amazonie, des pêcheurs aux Philippines, des prairies et forêts en Suisse et au Japon, des systèmes d'irrigation en Espagne ⁷... Les communs impliqueraient plus de deux milliards de personnes. Et sont relativement efficaces pour protéger l'environnement et les populations.

Les communs réapparaissent partout, comme « une critique de la société néolibérale, de la transformation du monde sous l'égide du marché juge et arbitre des équilibres, et une critique de la façon dont les Etats baissent les bras devant les forces des monopoles privés » ⁸. Ils sont au cœur de la transition écologique dans laquelle s'implique de plus en plus de citoyen-nes : les repair cafés, les services d'échange de savoirs, les jardins partagés, les habitats groupés, les monnaies alternatives, les coopératives énergétiques autogérées... Autant d'initiatives collaboratives et autonomes qui proposent d'autres formes de vie, d'autres façons de partager les ressources, de se représenter les relations entre les gens, les territoires, la ville, le travail, la culture. Ni dépendantes du marché, ni dépendantes de l'Etat ⁸.

La révolution numérique aussi a donné un coup de fouet à la coopération et au partage des ressources. Internet est devenu un espace privilégié de créativité et d'expérimentation de communs. L'avènement des logiciels libres et des outils collaboratifs, de Wikipedia à Linux, bat en brèche les droits de propriété traditionnels.

Ni propriété privée, ni propriété d'Etat

Les travaux d'Elinor Ostrom montrent que les communs ne sont ni une ressource à privatiser, ni une ressource en accès libre dont

matière à réflexion

personne ne s'occupe. Ils doivent être soutenus par l'Etat, mais pas dirigés par lui. Ils peuvent être associés à des initiatives privées, mais pas appropriés par elles. Ce sont les communautés d'utilisateurs et utilisatrices qui sont au centre du jeu et au cœur de la gouvernance. Ce sont les citoyen·nes qui définissent leurs propres règles de fonctionnement, démocratiquement. Au cas par cas.

Les communs portent en eux une véritable révolution, estime Christian Laval⁹ : « Avec les communs, nous avons l'émergence d'une tout autre forme d'organisation sociale. Celle où les gens directement concernés par les usages, participent directement à leur définition, à leur élaboration et à leur production. Ce qui fait que penser l'institution d'un commun au singulier, un hôpital, une école, une ville, un territoire etc. signifie toujours poser l'articulation entre l'organisation de la démocratie, de la délibération et de la décision, en même temps que la destination des biens, des efforts et du temps qui ont été mis en commun. »

Plus qu'une ressource, les communs sont avant tout une forme d'organisation sociale, une manière de décider collectivement des règles qui permettent d'avoir une vie plus juste, plus équilibrée. « L'homme est certainement sociabilis avant d'être oeconomicus », souligne Hervé Le Crosnier.⁷ Ce sont de nouvelles façons de reconstruire la démocratie et d'impliquer les citoyen·nes dans la gestion de la cité. Mais sans naïveté : les communs connaissent également des difficultés, des débats internes, des conflits de personnalités, des profiteurs ou des tire-au-flanc. Faire commun ne s'improvise pas, ça s'apprend (*lire encadré*).

Ancrés localement

Même lorsqu'ils sont globaux (l'air, la mer...), les communs sont ancrés localement : « Les communs fonctionnent parce que les gens sont amenés à les connaître et à les gérer dans leurs particularités, constate David Bollier. Ils en viennent à dépendre les uns des autres et à aimer cette forêt, ce lac, ce coin de terre cultivé. L'histoire compte. Chaque commun est unique parce qu'il s'est

constitué par rapport à une ressource, un paysage, une histoire locale ». Protéger un commun, c'est plus que protéger une ressource, c'est protéger la vie et la culture qui y sont associées¹⁰. Dès lors, pas de recette, pas de canevas préétabli pour créer ou protéger un commun. Mais quelques principes généraux : participation démocratique, transparence, équité.

« La question qui se pose est de savoir si, quand on parle de communs, on parle d'expérimentations isolées qui font peut-être plaisir et qui transforment localement les situations, ou si nous parlons de quelque chose qui peut s'élever à un niveau de généralité beaucoup plus grand. A savoir, est-ce que c'est un principe politique permettant de penser la réorganisation de la société, de notre modèle social ? », interroge Christian Laval. Certains commoneurs l'ont compris et étudient comment le droit et les politiques publiques peuvent faciliter la constitution et la pérennisation des communs².

Il y a urgence. Car des entreprises ont perçu le foisonnement de ces initiatives et de ces envies de commun. De Facebook à Google, des plateformes se disent qu'effectivement, exploiter le partage, le collaboratif, pourrait être justement la voie du nouveau capitalisme. Laval nous avertit : « Le commun est un champ de luttes. »

Christophe DUBOIS

¹ <https://www.cadtm.org/L-accaparement-des-terres-est-criminel#nb1>

² « La renaissance des communs », D. Bollier, 2014.

³ « Main basse sur l'eau », film documentaire disponible gratuitement sur www.arte.tv (jusqu'au 13/06/20)

⁴ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Biopiraterie>

⁵ Dans son ouvrage « La tragédie des biens communs », publié en 1968, l'écologue Garrett Hardin défend l'idée selon laquelle les biens communs doivent être privatifiés pour être protégés.

⁶ E.Ostrom, « Gouvernance des biens communs », éd. De Boeck Supérieur, 2015 (*voir outils p.18*)

⁷ https://fr.wikipedia.org/wiki/Biens_communs

⁸ H. Le Crosnier, en préface de « La reconnaissance des communs », *ibid.*

⁹ « Commun, Essai sur la révolution au XXI^e siècle », Ch. Laval, 2014. Citations tirées de sa conférence téléchargeable sur <https://villeencommuns.sciencesconf.org/>

¹⁰ « Pour une Éducation relative au Bien commun - Entre environnement et solidarité internationale », M. Taleb, Lettre du Grain n°21, 2012.

Eduquer aux communs

Des écoles et des « universités des communs » éclosent en Europe, en Afrique et en Amérique. Car penser et agir les communs, cela s'apprend. A l'école et (surtout) ailleurs. Concrètement, cela peut se traduire par explorer les communs de notre territoire et les cartographier sur OpenStreetMap, ouvrir un tiers lieu éducatif comme une bibliothèque ou un Fablab, ou encore utiliser et favoriser l'usage des logiciels libres.

C'est aussi enseigner les communs : en fin de secondaire ou avec un groupe d'adultes, observer à travers l'Histoire - ou imaginer dans le futur - les différentes formes possibles d'organisation sociale, au delà d'un Etat gestionnaire de nos vies ou de la privatisation généralisée.

Eduquer aux communs, c'est agir. Apprendre à établir ensemble des règles et à gérer une ressource partagée. C'est inviter à s'engager, à s'impliquer pour la communauté. Pratiquer la démocratie et l'écocitoyenneté, très concrètement, par des projets collectifs comme la création d'un potager partagé ou d'une page Wikipedia. La page Wikipedia consacrée aux « biens communs » souligne d'ailleurs que ceux-ci « développent des comportements différents et des subjectivités nouvelles. Des normes

comportementales et des mécanismes sociaux se mettent en place. Il s'établit un climat de confiance et un sens de la communauté. »

Eduquer aux communs, c'est apprendre à partager les connaissances et non à cacher sa copie. C'est se demander à qui appartient tel savoir, qui le crée, le modifie, le transmet et le valide. En classe ? Sur le web ? Débusquer les *enclosures*.

Les communs invitent à réfléchir aux transitions en cours : écologique, numérique, démocratique et éducative. A repenser les espaces scolaires (la cour, la classe), avec les élèves ; des espaces dans lesquels ils et elles peuvent s'investir et où les modes horizontaux de constructions des savoirs sont favorisés. Une école du partage.

Christophe DUBOIS

A lire sur le sujet :

- « Enseigner les communs », M. Briand, 2018.

<http://bit.ly/enseigner-les-communs>

- « A l'école du partage : les communs dans l'enseignement », M. Carillet et H. Mulot, éd. C&F, 2019 (*voir outils p.18*)

L'eau, devenir commun

Comment repenser la place de l'eau dans la ville et celle des citoyen·nes dans la gouvernance de l'eau ? C'est l'une des questions au centre de *Brusseau*. En créant des *communautés hydrologiques* d'habitant·es et de chercheur·es, ce projet de recherche-action participative construit une demande commune à faire émerger auprès des pouvoirs publics.

Une pluie automnale tambourine sur le plafond vitré de la salle LaVallée. Impromptue, cette ambiance sonore colle à merveille avec le thème de l'exposition du moment : *Bruxelles sensible à l'eau*. Grandes cartes urbaines refaçonnées, maquettes colorées, textes, slogans et photos s'étalent pour présenter les travaux réalisés dans le cadre de la recherche-action participative Brusseau.

Dominique Nalpas, des États Généraux de l'Eau à Bruxelles (EGEB), revient sur la genèse d'un projet initié par 7 partenaires associatifs, entrepreneuriaux et académiques¹ : « *Le point de départ de la recherche est de rendre résilient le territoire face aux inondations à Bruxelles. Des chercheur·es et habitant·es ou usager·es sont réunies en communautés hydrologiques pour établir des diagnostics des problèmes et élaborer des solutions afin de réduire les risques d'inondation. Les habitant·es apportent un savoir d'usage, une connaissance directe et immédiate du territoire... Les hydrologues, urbanistes ou techniciens apportent des savoirs plus académiques, des calculs de flux, des outils de mesures, des méthodes de cartographie ou d'analyse des sols... Ensemble, ils fondent des hypothèses ou valident des résultats. Ce n'est pas un groupe qui demande à l'autre des apports de savoirs. Il s'agit plutôt d'une demande commune et partagée de connaissances, qui souhaite proliférer vers des pouvoirs publics communaux et régionaux.* »

Solidarité entre habitant·es

Durant trois ans, rencontres et balades urbaines se sont succédées sur les pentes de la Senne à Forest ou Molenbeek, à Jette ou Ganshoren. Les communautés hydrologiques ont ensuite cartographié, échangé, imaginé, repensé, collectivement. Plutôt que l'option onéreuse du bassin d'orage² à tout-va, d'autres manières de faire ont été analysées. S'attaquant à la source du problème, ces solutions envisagées se fondent sur la restauration des cycles de l'eau en ville et la gestion à la source des eaux pluviales, favorisant l'infiltration, l'évaporation, l'absorption par les plantes... Plutôt qu'un déchet à rejeter immédiatement à l'égout, l'eau est appréhendée comme une ressource commune. Tout cela est à élaborer dans une « solidarité de bassin versant ». En d'autres mots : les habitant·es résidant en amont du bassin versant se soucient de celles et ceux habitant en aval, davantage exposé·es aux risques d'inondations.

Humains et non-humains

L'équipe de *Brusseau* s'est aussi associée à des projets existants, portés par des habitant·es et qui jouent un rôle, parfois insoupçonné, dans ce cycle de l'eau en ville. Comme le Jardin Essentiel ou le Marais Wiels, tous deux situés à Forest. Ces projets sont gérés, entretenus, préservés « spontanément » par des habitant·es, tels des communs. Le premier est menacé par la construction d'un bassin d'orage. Le second par un projet immobilier. En favorisant les cycles de l'eau, ces deux projets participent, chacun à leur manière, à la diminution des risques d'inondation et à leur propre préservation.

Autre exemple, un collectif de riverain·es forestois·es se mobilise contre l'abattage des arbres dans leur rue. Là encore, l'eau est indispensable pour les arbres, tout autant que les arbres le sont pour lutter contre les inondations. « *Dans nos espaces de dialogue, il n'y a pas que les êtres humains, il y a aussi l'eau, les versants, les arbres, le sol, le sable, les surfaces macadamisées ou non...* », poursuit Dominique Nalpas. *La question pourrait être celle-ci : comment tous ces êtres humains et non humains peuvent-ils vivre ensemble ? »*

Un cheminement commun

A l'eau comme bien commun, Dominique Nalpas préfère la notion de *devenir commun* (*commoning*, en anglais). « *La question est d'ordre pragmatique : comment co-créer, co-gérer, co-décider, co-gouverner la ou les ressources communes ? Le devenir commun est un cheminement, un processus de dialogue, une manière de résoudre des problèmes concrets collectivement afin que l'un ou l'autre ne s'approprie pas la ressource en excluant les autres ou en l'épuisant. L'eau de pluie aujourd'hui n'est pas considérée comme une ressource à Bruxelles. L'idée serait d'en faire une ressource collective aux trajets multiples : là, l'eau va alimenter la nappe phréatique ; là, elle est stockée en cas d'épisode de sécheresse ; là encore, elle va servir à arroser les arbres, etc. Il est possible de créer les conditions de cette gestion commune de l'eau, avec les pouvoirs publics, bien sûr. C'est ce que nous cherchons à expérimenter.* »

Céline TERET

Contact : 0498 59 15 50 - www.brusseau.be

¹ États Généraux de l'Eau à Bruxelles (EGEB), Lattitude Platform, Arkipel, Ecotechnic, HYDR (VUB), Habiter (ULB) et LIEU (ULB)

² Ces grands réservoirs enterrés stockent les eaux lors de fortes pluies, puis les rejettent progressivement vers les égouts.

Un bois libéré

Bientôt, à Braine-le-Comte, *Le Grand Bois* « privé » deviendra « commun ». Près de 1900 personnes se sont engagées à acheter collectivement un territoire de 80 hectares de forêt préservée et classée Natura 2000. A terme, cette zone boisée sera accessible à toutes et tous. Et sa biodiversité favorisée.

L'histoire commence il y a plus d'un an et demi, lors de la mise en vente du *Grand Bois*. Cette zone boisée de près de 80 hectares se situe à Hennuyères, un village de l'entité de Braine-le-Comte. Cinq habitants du coin y voient l'occasion unique de faire de ce bois privé un bois commun, accessible à toutes et tous.

L'idée germe d'acheter collectivement cette propriété privée. Pour ce faire, les initiateurs du projet optent pour la création d'une société coopérative. Le principe : qui le souhaite s'engage à acheter une part pour devenir coopérateur ou coopératrice et, ainsi, participer à l'achat collectif du bois. Chaque part nominative s'élève à 300 €. « Ça semble beaucoup, mais il faut regarder cela à l'échelle d'un projet de vie, souligne Thibault Zaleski, l'un des porteurs du projet. Certaines personnes se sont mises ensemble pour acheter une part. Des voisins ont même organisé un souper pour rassembler la somme nécessaire. »

S'inspirer des communs

Pour rendre visible leur projet de *Grand Bois commun*, les initiateurs usent des réseaux sociaux et distribuent des affichettes dans les commerces de la région. Très vite, l'idée séduit. En un an, près de 1900 personnes s'engagent à acheter une ou plusieurs parts. Si ces promesses d'achat sont tenues, la somme amassée devrait atteindre environ 887 000 €, soit plus que le prix de vente du terrain. Non sans rebondissements - notamment une offre d'achat inattendue, déposée par un particulier en octobre dernier - la coopérative a officiellement vu le jour début 2020, signant le compromis de vente dans la foulée. L'achat officiel devrait avoir lieu en avril.

Derrière la paperasse et les actes notariés, il y a cette volonté de s'inscrire dans « une philosophie inspirée des communs », comme l'explique Thibault Zaleski. « Même si, sur le plan juridique, ce territoire sera une propriété privée appartenant à une coopérative, le souhait est de s'inspirer de l'idée des biens communs, visant une utilité collective. L'accès sera rendu public. On ne veut exclure personne. Il ne faudra pas être coopérateur pour fréquenter le bois. Par contre, tout usager devra se plier à certaines règles, définies par les coopérateurs, pour que le lieu soit respecté et préservé. »

Biodiversité favorisée

Bénéficiant d'un statut de Site de Grand Intérêt Biologique

(SGIB), *le Grand Bois* est également classé Natura 2000. Il est donc reconnu comme une zone de protection des habitats naturels et des espèces animales ou végétales menacées. Une biodiversité que le projet de *Grand Bois commun* entend restaurer et développer, comme défense d'une richesse commune.

Au milieu de la forêt, Thibault Zaleski nous replonge dans ce qu'elle était, il y a 60 ans d'ici. « On y extrayait de l'argile pour la fabrication de tuiles. Il faut s'imaginer cet espace complètement creusé et retourné par des bulldozers. Ensuite, un reboisement spontané s'est opéré. Seule une petite partie du bois a été replantée de façon raisonnée. On le remarque aux quelques arbres alignés là. Les anciennes carrières sont devenues des zones immergées, des pièces d'eau. L'idée est donc de proposer une intervention réfléchie de manière à préserver la biodiversité actuelle et à ramener les espèces qui auraient disparu avec le temps. » Classé en partie comme réserve naturelle, le lieu sera reconnu comme espace naturel accessible, géré par Ardenne & Gaume, une association de préservation d'espaces naturels en Wallonie. « La coopérative sera propriétaire et cèdera la gestion et l'entretien à Ardenne & Gaume, poursuit Thibault Zaleski. Les travaux d'entretien pourront en partie être financés par la Région wallonne. »

Laboratoire

Autre volet du projet, la création d'une asbl pour l'organisation d'activités dans le bois. Une association qui sera ouverte à toutes et tous. « On souhaite faire ça ensemble, avec les coopérateurs qui le souhaitent, mais aussi avec d'autres personnes et structures, pour travailler dans le sens de la collectivité », poursuit Thibault Zaleski. Et déjà, les idées émanent de toutes parts, suscitant un incroyable apport spontané de multiples compétences : développer des ressources nourricières (vergers, fruitiers, ruches...), créer des sentiers didactiques, des projets de découverte de la faune, de la flore, du lieu, amener les écoles en forêt... « *Le Grand Bois commun*, c'est un laboratoire pour transformer et créer des choses ensemble. C'est un projet qui fédère et permet d'inscrire les discours dans l'action. »

Céline TERET

Contact : www.legrandboiscommun.be



Des sentiers pour relier

La plupart des chemins qui sillonnaient nos campagnes et forêts ne sont plus accessibles. Comment les réhabiliter en communs ?

Vous êtes-vous déjà baladé-e sur un sentier en vous demandant si vous pouviez l'emprunter ? Cette question, une poignée de travailleurs et travailleuses du non marchand ont buté dessus, lors d'un atelier-balade à Marchienne-au-Pont¹. Derrière Hugues de Bolster (SAW-B) et Boris Nasdrovsky (asbl Tous à Pied), le groupe quitte les bords de Sambre pour suivre les méandres bucoliques de l'Eau d'Heure. Il longe Coopéco², un supermarché coopératif et participatif, puis traverse un parc partagé par plusieurs associations. Le lieu, ouvert à tous et toutes, est un refuge d'initiatives associatives et citoyennes, dont un potager collectif. Sur le chemin, ça discute propriété et « communs ». Le noir des industries sidérurgiques semble loin. La nature déborde de couleurs automnales. Puis le chemin s'arrête. Brusquement. Une barrière flanquée d'une fichue pancarte. « Propriété privée ». Demi-tour obligatoire. Auparavant, les habitant-es empruntaient ce sentier depuis Nalines, pour venir travailler à l'usine. Aujourd'hui tout est fermé.

Servitudes cherchent volontaires

A certains endroits, 75% des servitudes publiques de passage répertoriées dans l'Atlas des chemins vicinaux³ ne sont plus empruntables. Soit parce qu'elles ne sont plus utilisées, soit pas aménagées, et/ou accaparées par des particuliers. « *Le territoire dans lequel on vit, c'est un commun qu'on devrait avoir le droit de parcourir et de découvrir lentement. Les sentiers le permettaient. Mais c'est désormais compliqué*, constate Boris Nasdrovsky, urbaniste de l'association Tous à Pied. *Les chemins d'à côté nous sont de plus en plus inconnus.* » Ainsi que la nature commune qu'ils offrent au bout de la chaussure.

Tous à Pied - anciennement appelée Sentiers.be - s'attache à la défense et à la promotion des chemins et sentiers publics, et à la culture de la marche utilitaire et de loisir. « *Nous avons récemment changé de nom pour insister sur ce message : on ne veut pas seulement défendre les sentiers, mais développer leur usage par des personnes. Nous sensibilisons les gens pour les amener à emprunter les sentiers* », précise Boris. Inutile de rouvrir un chemin s'il n'est utile à personne. C'est l'usage qui fait d'un sentier un véritable commun.

Depuis la création de l'association, il y a 14 ans, plus de 400 sentiers ont été réhabilités par des bénévoles à travers différents appels à projets, pour les rendre accessibles à tous et toutes : Inventaire et analyse des petites voiries communales, « chemins au naturel » accueillant la biodiversité, « chemins des écoliers » pour se rendre à l'école à pied...

A chaque fois, les usager-es sont invité-es à s'impliquer dans la gestion. « *Le sentier ne va pas être uniquement géré par les ouvriers communaux*, insiste Boris. *Les citoyen-nes le parrainent, l'entretiennent, lui donnent la vie, s'impliquent. Une zone de rencontre, une place, une rue, un sentier, ce sont des espaces publics à se réapproprier.* » Là, les élèves décorent le sentier voisin de

l'école d'une belle fresque collective, puis y posent des nichoirs. Ailleurs, les habitant-es vont organiser un sondage pour donner un nom officiel à la venelle qu'ils et elles viennent de réhabiliter et poser un balisage bien utile. Cela (re)devient leurs « communs ».

Relier les villages et les gens

« *La commune ne gère pas toujours bien ses petites voiries communales*, constate l'urbaniste. *En en faisant un commun, on en permet l'usage.* » En s'y impliquant, les habitant-es découvrent l'histoire locale, la biodiversité, le patrimoine, mais aussi leurs voisin-es. Ils et elles travaillent ensemble, négocient, apprennent quels sont leurs droits et devoirs en tant qu'usager-es ou propriétaires. Car parfois, ces sentiers sont privatisés et rendus inaccessibles. C'est alors que des conflits jaillissent. « *La propriété privée est très ancrée chez nous. Défendre l'idée de commun n'est pas aisée. On privilégie alors le dialogue. Quand il s'agit d'une servitude de passage sur une propriété privée, même si on a le droit de passer, il s'agit de comprendre les contraintes de l'agriculteur ou du propriétaire forestier qui en empêche l'accès. Il faut trouver un compromis.* » Si on n'y arrive pas, des recours existent. Mais le chemin est semé d'embûches.

Christophe DUBOIS

Contact : 081 39 08 12 - www.tousapied.be

¹ Balade organisée lors des Chantiers de l'économie sociale de la fédération d'économie sociale SAW-B dont l'édition d'octobre 2019 était consacrée aux « biens communs », www.saw-b.be

² Ce sont les clients qui sont propriétaires du supermarché et en assurent le fonctionnement. Les produits se veulent locaux, éthiques, de saison et accessibles. <https://coopco-supermarche.be/>

³ L'Atlas des chemins et sentiers vicinaux date de 1847. Il reconnaît les droits de passage acquis par le public qui utilisait les sentiers et chemins locaux. <http://bit.ly/atlas-vicinal>



Terre-en-vue, pour faciliter l'accès à la terre nourricière

A l'heure où le nombre de petites fermes dégringole au profit des grandes exploitations, l'accès à la terre nourricière est un enjeu de taille pour le monde agricole belge. Bien souvent, les agriculteurs et agricultrices louent leurs terres, via un « bail à ferme » qui a le mérite de maintenir le prix des locations à un montant accessible. Mais, de plus en plus de propriétaires préfèrent louer leurs terres plus cher et en dehors du cadre de ce bail, notamment à des projets autres que nourriciers (élevage de chevaux, plantations de sapins...). Quant à l'achat de terres, les prix ne cessent de grimper, en proie aux spéculations financières et menacés par les changements d'affectation (construction d'habitats, infrastructures routières, projets industriels, zones de loisirs...). Zoé Gallez, de Terre-en-vue, résume la situation : « Actuellement, les prix moyens oscillent autour des

27 000€/hectare. Un agriculteur qui veut acheter une terre aujourd'hui n'aura pas assez d'une vie pour rembourser ses dettes... »

Pour faciliter l'accès à la terre nourricière et la soustraire à la spéculation foncière, le mouvement Terre-en-vue a vu le jour il y a une petite dizaine d'années, rassemblant des citoyen·nes, des associations et des acteurs publics. Financée par les parts sociales de ses quelque 1700 coopérateur·trices, la coopérative Terre-en-vue vient en soutien aux agriculteur·trices en acquérant des terres qui sont ensuite mises à leur disposition sur le long terme. De la propriété privée, on passe à une propriété et une gestion collectives des terres. Mais pas que... Les projets agricoles soutenus doivent répondre aux critères de l'agroécologie. « Un contrat de confiance est signé avec l'agriculteur pour qu'il respecte une série de règles sur la manière de cultiver la terre, sans pesticides,

Graines de citoyens

Des maisons de la semence, il y en a en Inde, au Brésil, au Bénin. Partout dans le monde. Et aussi à Namur. Plus précisément, une « maison de la semence citoyenne ». L'adjectif a son importance : « C'est une tentative citoyenne de se réapproprier les semences paysannes, à travers à la fois un lieu et des moments d'échanges de savoir-faire, de connaissances et de semences », résume Jean-Luc Roelandts, administrateur de Nature & Progrès, l'association qui a fait germer ce projet il y a 7 ans.

En ce matin de janvier, dans les locaux de l'association, une dizaine de multiplicateurs de semences en herbe suit le dernier jour de formation de jardiniers-semenciers. Demain, ils et elles deviendront des relais bénévoles pour encourager et aider les jardinier·es bio qui le désirent à reproduire leurs

propres semences. Parmi eux, Geneviève, guide composteuse et maîtresse jardinière : « Certaines variétés anciennes et locales, comme la délicieuse salade de Laeken, ont été oubliées parce qu'elles prennent un mois de plus pour arriver à maturité. Je veux découvrir et partager ces variétés et ce savoir. C'est un commun à la fois naturel et immatériel. »

Détour historique. Avant la seconde guerre mondiale, tout le monde pouvait produire et semer ses propres semences. Puis, on a voulu augmenter les rendements. L'agriculture s'est industrialisée. Il fallait des plantes faciles à cultiver, à récolter et à vendre. Aujourd'hui, toute semence doit être hybride, standardisée, enregistrée dans un catalogue officiel et certifiée. Des multinationales comme DuPont, Bayer-Monsanto ou Syngenta ont même breveté des séquences ADN naturellement présentes dans certaines plantes. Vous

Logement : entre propriété et commun

Le Nid. C'est le nom du premier projet-pilote initié par le Community Land Trust de Bruxelles (CLTB). Il vient d'être inauguré à Anderlecht. Désormais, sept familles exclues du marché classique du logement y ont fait leur propre nid. Douillet, moderne et basse énergie. Parmi elles, celle de Samir : « Entre 2000 et 2014, j'ai déménagé 10 fois. Le logement, ce n'est pas un luxe, c'est indispensable ». Marre d'être balancé avec ses enfants d'un logement insalubre à l'autre, il voulait devenir propriétaire. Il a alors entendu parler des CLTB. Six ans plus tard, comme un escargot¹ voyageant de réunions en imprévus de chantier, son rêve est exaucé.

Les Community Land Trust sont inspirés d'un modèle ayant fait ses preuves aux Etats-Unis. Ils visent à rendre le logement perpétuellement abordable pour des personnes à revenus limités, sur des terrains possédés en commun. « Dans cette formule, le terrain est acheté par des subsides et seuls les

logements sont vendus, moins chers. Le sol reste la propriété de la communauté, les terrains et les projets sont gérés collectivement par une fondation qui rassemble des habitant·es, des associations et des pouvoirs publics, pour 1/3 des voix chacun, explique Yannik Rihoux, qui a accompagné Le Nid au sein du CLTB. La revente est possible mais à un prix limité afin d'éviter la spéculation et de rester accessible. » A Bruxelles, 50 logements sont ainsi sortis de terre, et des dizaines d'autres sont en cours de construction/rénovation.

« Les familles sont accompagnées avant et après l'aménagement, dans la construction et le suivi du projet, mais aussi pour l'utilisation rationnelle de l'énergie et l'implication dans le quartier », souligne Yannick Rihoux. Aujourd'hui, Samir et ses voisin·es sont propriétaires, mais ils font aussi partie d'une même communauté. Durant tout le développement de leur projet, ils ont dû épargner, penser les espaces, se définir des règles de vie et de co-propriété. Traverser joies et galères,

dans le respect des sols... » Privilégier le circuit court est également au cœur de la démarche. A ce jour, 15 projets sont soutenus en Wallonie par Terre-en-vue, pour 75 hectares de terres acquises. Des terres qui ne seront jamais vendues, tel que stipulé dans les statuts de la coopérative.

Outre la coopérative, Terre-en-vue, c'est aussi une association qui reçoit des subsides pour accompagner les projets soutenus, ainsi qu'une fondation qui récolte des legs et des dons pour assurer la gestion des terres à long terme. « *Notre vision est celle d'une terre nourricière comme bien commun* », souligne Zoé Gallez. D'où l'urgence de la sauvegarder, collectivement. **C.T.**

Contact : info@terre-en-vue.be - www.terre-en-vue.be



Photos : Nature & Progrès

les cultivez ? Vous payez ! En un siècle, on a perdu 75% de la biodiversité cultivée.

La maison de la semence citoyenne lutte contre cette privatisation et cette uniformisation. « *On espère sauver un dixième de notre patrimoine légumier*, explique Philippe Delwiche, formateur bénévole. *On passe par notre réseau de jardiniers bio, car il faut que ces plantes adaptées à nos terroirs vivent dans nos potagers. Mais ça ne suffit pas. Il faut aussi les commercialiser via des artisans semenciers comme Semailles, avec qui nous collaborons.* » Tout commerce n'est pas mauvais, mais il faut séparer le bon grain de l'ivraie. **C.D.**

Contact : 081 30 36 90 - www.natpro.be



Photos : CLTB

ensemble. Leur bâtiment est ouvert sur le quartier, avec une salle communautaire accessible aux associations locales. Demain, une fête s'y prépare.

Les CLTB sont victimes de leur succès et de la crise du logement : 400 familles sont sur liste d'attente. Toutes ne pourront pas construire leur nid. D'autres projets communautaires leur sont alors proposés, Certains habitant-es choisiront de s'impliquer dans des occupations précaires de bâtiments vides, comme le propose Communa², ailleurs dans la galaxie des communs du logement. **C.D.**

Contact : 02 840 61 49 - www.cltb.be



¹ « Comme un escargot », film réalisé par le Gsara, retraçant la dynamique collective et les trajectoires des habitant-es : <https://player.vimeo.com/video/112168098>
² www.communa.be

L'école, de l'autre côté

Ici, les Conseils de classe et d'école rythment l'agenda scolaire. Ici, les règles de vie en commun sont débattues ensemble, puis déposées dans des chartes. Ici, les savoirs sont partagés entre pair-es et les projets naissent de l'intérêt des élèves. Ici, élèves et enseignant-es expérimentent la coopération. Petit tour dans une école secondaire qui porte bien son nom : *De l'autre côté de l'école*.

Depuis le trafic ambiant de la chaussée de Wavre, à Auderghem, une volée d'escaliers mène à l'entrée d'un imposant immeuble. Une banderole s'étale là depuis six ans : *De l'autre côté de l'école*. Une jeune école secondaire à pédagogie Freinet¹. Le temps de midi s'achève. Les 500 élèves gravissent les marches pour se disperser d'étage en étage et regagner leur classe.

Au deuxième étage, les élèves de rhéto s'installent derrière des bancs formant un large U. Une disposition décidée en début d'année par les élèves eux-mêmes. Tout comme la présence d'un canapé dans le local, approuvée par l'équipe enseignante, sous certaines conditions (utilisation avec l'accord du prof, uniquement pendant les temps de lecture...), discutées ensemble, puis formalisées dans une charte.

Le Conseil de classe de la 6^e année va démarrer. Comme tous les jeudis après-midi, 14h. Alissa préside, Pauline prend des notes. « *On a un ordre du jour ?* », questionne la présidente. *Vous voulez parler de quoi ?* » Les réactions ne se font pas attendre. Un élève présente les conclusions du dernier Conseil d'école, réuni il y a peu. Les élèves débattent ensuite de l'organisation du voyage des rhétos, du papier toilette chroniquement en rade, ou encore de la gestion d'un nouveau local de détente pour les 4, 5 et 6^e années. L'art de l'argumentation est bien rodé. Les décisions prises se déposent sur papier.

En fin de séance, une élève tire au sort les noms de celles et ceux qui prendront en charge les « services » hebdomadaires : nettoyer le tableau, passer le balai, arroser les plantes, fermer les fenêtres, vider les poubelles... Elle colle les noms sur un panneau placardé au mur. « *Ce sont les élèves qui décident, en début d'année, comment ces services seront attribués*, explique Guillaume Bossuroy, titulaire de la classe. *Dans notre classe, on a opté pour le tirage au sort. Dans d'autres, ça fonctionne autrement.* »

De charte en charte

De l'autre côté de l'école propose des espaces permettant aux élèves de s'impliquer, pour faire de leur école un lieu, un projet et un temps communs. Le Conseil de classe est l'un de ces espaces. Le Conseil d'école, réunissant les représentant-es de chaque classe, en est un autre. Il y a aussi les Conseils de plateau, entre différentes années (1, 2 et 3 d'une part, 4, 5 et 6 d'autre part). Et le Forum, pour les rhétos. L'idée étant de « *développer des pratiques démocratiques pour préparer et participer à une société plus solidaire et plus juste* », comme le stipule le projet pédagogique de l'école.

Dans son bureau, la directrice de l'école, Amandine Tuerlinckx, brandit une feuille de papier reçue le matin même. Une demande d'élèves pour obtenir un « coin de jeux », assortie d'une quarantaine de signatures. Au dos, une charte énumère déjà les règles de bonne gestion de ce futur espace. « *Presque toutes les semaines, je reçois des demandes comme celle-là*, sourit la directrice. *Les élèves n'arrêtent pas de créer des chartes. Ça engendre beaucoup de discussions entre enseignant-es et avec les élèves pour savoir comment répondre à la demande et construire tout cela ensemble.* » Elaborer des chartes pour établir des règles de vie en commun au sein de l'école, c'est aussi apprendre à se heurter à certaines limites. La directrice prend pour exemple l'envie d'élèves, une année, d'écrire une charte visant à interdire les bouteilles d'eau en plastique à l'école. « *Ça a suscité beaucoup de débats, parce qu'ils se sont rendus compte qu'interdire veut aussi dire sanctionner en cas de non respect des règles. Ils ont finalement opté pour la réalisation de panneaux de sensibilisation, plus adaptée. D'autant que nous, enseignant-es et direction, nous avions déjà décidé que seule l'eau est autorisée dans l'enceinte de l'établissement. Cela n'empêche qu'une règle comme celle-là peut aussi être remise en question par les élèves. Là encore, on en discute...* »

Dès lors, *De l'autre côté de l'école* est-elle une école gérée collectivement ? La directrice nuance : « *Disons qu'on tend vers la co-gestion, parce que la parole est donnée et la place est laissée, tant aux élèves qu'aux enseignant-es. Beaucoup de choses sont possibles. Il faut parfois s'adapter et se donner les moyens. On s'est, par exemple, rendu compte que les Conseils de classe, c'est bien pour prendre des décisions, mais encore faut-il des espaces-temps pour opérationnaliser les actions. Du coup, on a instauré une heure de tutorat, au cours de laquelle les élèves choisissent soit d'être en remédiation, soit de mettre en œuvre concrètement les décisions prises en conseil, en rédigeant une charte, en passant des coups de téléphone...* » Lisa, élève de rhéto, semble ravie du fonctionnement de son école : « *Ici, on nous apprend à être autonomes. Et les profs essaient de vraiment comprendre les élèves.* »

Partage de savoirs

De l'autre côté de l'école encourage également la coopération et le partage de savoirs, en classe comme dans la salle des profs. Un exemple de pratique d'échange de savoirs ? Le marché des connaissances. Utilisé entre profs, via notamment des visites dans les classes des collègues, il s'organise aussi entre élèves, avec l'autorisation de l'enseignant-e. « *C'est comme ça que j'ai donné un atelier sur la désobéissance civile aux élèves de ma classe, explique Iris, une élève de 6^e, par ailleurs militante au sein d'Extinction Rebellion.* »

L'année passée, les mobilisations climat ont fait l'objet de toutes les attentions. « *Les jeunes ont très vite émis l'envie de prendre part aux marches, raconte Guillaume Bossuroy, titulaire et prof de géographie. On en a discuté et on a convenu qu'ils pouvaient y prendre part à condition d'avoir l'accord des parents. De nombreux élèves de notre école ont participé aux marches. Un groupe climat s'est également constitué avec une vingtaine d'élèves qui voulaient agir plus concrètement encore et donner plus de sens à ces marches. Ils ont organisé une journée de sensibilisation à laquelle les 500 élèves ont participé, avec des projections de documentaires, des débats, des ateliers concrets, menés par les élèves, les parents et des intervenants extérieurs.* »

D'autres projets, citoyens et environnementaux, émergent ça et là dans l'école. « *Ces projets sont mis en place en fonction de ce que les élèves proposent et apportent* », souligne la directrice. « *On tente de fournir des espaces et du temps pour qu'ils aient la liberté de se déployer, d'aimer travailler et de mieux comprendre le monde, conclut quant à lui Guillaume Bossuroy. En tant qu'enseignant-es, on n'est pas juste là pour transmettre un savoir, on est là pour former les jeunes à émerger dans leur société et à s'y impliquer.* »

Céline TERET

Contact : 02 675 77 02 - www.acecole.be

¹ Du nom du pédagogue français Célestin Freinet (1896 - 1966) qui s'est penché sur la nécessité d'une « autre éducation » basée sur la coopération et l'esprit critique.



Photos : De l'autre côté de l'école

Charte collective pour une cour de récré au naturel

Une cour de récréation, espace de vie en commun par excellence. A la fois lieu de convivialité et de détente, la cour de récré amène aussi son lot de tensions et de conflits quotidiens. Dès lors, pourquoi ne pas repenser cet espace comme un véritable commun, pour y favoriser le bien-être de tous ses usager-es ? Outre les règles de partage des espaces, une solution est d'y inviter la nature. Parce que le contact avec la nature apaise, stimule, apprend... Parce que reverdir une cour de récréation, c'est aussi y favoriser la convivialité et la biodiversité. Le programme *Ose le vert, recrée ta cour* accompagne les écoles primaires dans leurs projets de réaménagement des cours de récréation. L'école libre Saint-Nicolas, à Sart-Dames-Avelines, n'en est qu'aux prémices,

mais chérit le souhait d'impliquer l'ensemble des usager-es de ses trois cours de récré. « *On va élaborer des questionnaires pour les enfants, les enseignant-es et les surveillant-es, pour mieux identifier les différents critères de bien-être de chacun, explique Pauline Braconnier, enseignante. Ensuite, l'idée est de réaliser des chartes avec les élèves autour du règlement d'une cour, mais aussi pour protéger les arbres fruitiers qu'on aura plantés, les nichoirs qu'on aura installés, pour décider qui va arroser et entretenir les bacs potager...* » Et ainsi, gérer et préserver collectivement ces nouveaux espaces de vie et de nature. **C.T.**

Contact : 02 893 08 21 - www.oselevert.be

Des communs numériques pour partager nos territoires

Les outils numériques permettent aujourd'hui aisément de co-construire et partager les connaissances. Gratuitement et librement. Démonstration avec une cartographie collaborative mise en place en Hesbaye brabançonne.

Les yeux en mode scanner, une grappe d'habitant-es scrutent les façades du vieux Jodoigne. Appareil photo dans une main, calepin dans l'autre, ils et elles répertorient le petit patrimoine populaire de leur ville. Ici un anneau à bestiaux, là un décroittoir¹. « C'est une façon de dire "Ça existait avant et on voudrait bien que ça continue" », témoigne Mireille Etienne², présidente du Cercle Historique de Jodoigne, dont la quarantaine de bénévoles recensent ces traces de la vie passée. Parmi eux, quelques historien-nes, mais surtout des néophytes amoureux de leur ville. Comme Gaston Gérard, 74 ans : « Je n'ai jamais quitté mon Jodoigne et c'est par amour que je fais tout ça ».

Un patrimoine commun

De retour à la maison, Gaston et les autres encodent tous ces trésors cachés sur la plateforme web développée par le Groupe d'Action Locale (GAL) Culturalité, en collaboration avec Gatien Bataille (lire interview page de droite). Depuis le lancement du projet sur Jodoigne, Perwez, Ramillies, Orp-Jauche, Incourt, Hélécine et Beauvechain, 925 fiches ont déjà été publiées et géolocalisées sur une carte collaborative. Dont 780 rien qu'à Jodoigne.

Le 15 mars prochain, une balade est organisée pour tous les citoyen-nes, afin d'élargir le collectif de recenseurs. « Nous nous appuyons sur un premier cercle de personnes référentes, que nous élargissons progressivement, explique Alice Renquet, qui coordonne le projet pour le GAL. Chaque commune a sa façon de faire. Certaines, comme Jodoigne, ouvrent l'initiative à un maximum de citoyens, d'autres préfèrent s'appuyer sur quelques spécialistes, pour davantage contrôler le nombre et la qualité des fiches produites. On sent une hiérarchie des savoirs qu'on tente de déconstruire progressivement, car même les débutants peuvent partager des choses très pertinentes. » Il s'agit avant tout de développer un commun de la connaissance de son territoire, de l'enrichir de tous les regards et de le partager sans barrière. Mais en respectant certaines règles à négocier ensemble. « Plus que le recensement, c'est le processus qui est intéressant », insiste la coordinatrice.

Bien qu'attaché à des propriétés privées, ce petit patrimoine fait partie d'une histoire commune, à valoriser et à protéger. Mathieu Bertrand, de la Maison Rurale, de la Mémoire et de la Citoyenneté, à Beauvechain, est partenaire du projet. Historien

de l'art, le spécialiste insiste sur l'importance d'associer les habitant-es : « Le petit patrimoine explique nos modes de vie et les habitants en entretiennent la mémoire. Par ailleurs, la sauvegarde de ce patrimoine dépend du bon vouloir des propriétaires. Si les habitantes eux-mêmes décident de ce qui en fait partie, ils vont être sensibles à sa protection et vont sensibiliser leurs voisins. Par ce projet, les gens redécouvrent leur environnement et leur voisinage. C'est une sensibilisation par l'action ».

Animer l'outil

Outre le patrimoine, le GAL souhaite élargir la cartographie collaborative à d'autres thématiques : balades, paysages, associations et produits locaux... « Mais il ne suffit pas de dire "une plateforme d'encodage existe". Il faut s'appuyer sur des communautés d'intérêt puis organiser une séance collective d'encodage, souligne Alice Renquet. Le temps d'animation du collectif n'est pas à sous-estimer ». D'autant que pour certaines personnes plus âgées, utiliser ces outils numériques est un véritable défi. En l'occurrence, le collectif utilise YesWiki et uMap, qui permettent de réaliser facilement des sites et des cartes interactives personnalisées. Ce sont des logiciels libres, ce qui signifie que leur code peut être utilisé, copié et modifié par tous. De véritables communs ! Ici, on n'aime pas les programmes propriétaires qui contrôlent l'utilisateur et monétarise ses données. Mais attention, prévient Alice : « L'outil parfait n'existe pas, a fortiori dans les logiciels libres. A défaut de savoir programmer, il faut accepter l'outil tel qu'il est ».

Au-delà du numérique, le recensement alimentera aussi des publications papier, dont un carnet d'exploration, en construction, pour sensibiliser les 3^e et 4^e primaires de Orp-Jauche et Jodoigne. Les élèves pourront découvrir et enrichir le commun, et écrire aux propriétaires de petit patrimoine, afin de le protéger. Rendez-vous à la rentrée prochaine...

Christophe DUBOIS

Contact : 010 24 17 19 - www.culturalite.be

¹ Apparu à la fin du XVIII^e siècle, le décroittoir est une lame de métal fixée à l'entrée d'un bâtiment pour ôter la boue des chaussures.

² Dans un reportage diffusé par TV Com le 11/12/2019, à voir sur <http://bit.ly/tvcom-ppp>



« Tout le monde veut faire “en commun”, beaucoup moins “des communs” »



Gatien Bataille est spécialiste de l'éducation à l'environnement, des projets collaboratifs et des outils numériques qui les facilitent. Interview.

Faire en commun est à la mode. Vous distinguez ça de faire des communs...

Faire en commun, ça veut dire faire ensemble. Mais c'est souvent insuffisant pour aller jusqu'à l'idée de « faire des communs ». Faire des communs, cela nécessite de fixer des règles de gestion de ces communs, de qui y a droit et comment ? On aborde alors des aspects juridiques liés au partage : qui peut faire quoi avec ce qui est mis en commun ? Peut-on le modifier, le vendre ? Ça effraie les gens de faire du commun, de savoir que les gens peuvent modifier ce qu'ils ont créé, voire l'effacer. C'est sensible. Mais on peut y aller par étapes : juste entre nous, ouvrir une partie et pas tout, ne pas autoriser la modification... Ce que ce commun a comme intérêt pour nous et pour les autres est souvent impensé. Cela doit se discuter.

« Votre idée ne devient bonne que si d'autres s'en emparent »

Penser les communs nécessite de mettre à distance le modèle culturel dominant...

Quand on crée des communs, on le fait souvent pour soi mais aussi pour les autres. Or, notre société occidentale, c'est plutôt « cache ta copie ». C'est ce qu'on nous apprend à l'école. La propriété est reine, les brevets sont rois, faire du business est la norme. Or, de l'argent, on en a généré assez, ce qui manque, c'est le partage des solutions et des bénéfices.

Selon moi, si vous avez une bonne idée pour améliorer la société, elle ne devient bonne que si d'autres s'en emparent. Pour assurer notre futur, nous aurons besoin de toute la créativité et l'intelligence du monde, en libre partage. « Le monde de demain ne naîtra pas de nos réactions, il naîtra de nos créations », dit Jean-François Noubel, spécialiste en intelligence collective.

C'est également vrai pour l'éducation à l'environnement. Partageons nos outils et nos animations, pas de chasses gardées ! Tous mes cours sont en ligne, modifiables et réutilisables¹, et on continue à me demander d'aller faire des conférences un peu partout. Le formateur ira toujours plus loin qu'une recette. Et mon expertise peut s'enrichir de l'apport des autres. Si tes contenus sont toi, c'est que tu dois t'améliorer.

Quelles sont les possibilités en matière de droits d'auteur ?

Le droit d'auteur libère votre œuvre 70 ans après votre mort. En attendant, par défaut, on doit vous demander la permission. On peut aussi choisir de réduire cette durée. On peut dire que pendant 1 an, c'est à moi et puis après on le libère. On a une palette de possibilités, comme les licences Creative Commons. Ces licences, selon vos choix, ne protègent aucun ou seulement quelques droits relatifs aux œuvres : devoir ou pas citer la source, pouvoir modifier l'œuvre, en tirer un profit commercial... Il existe aussi beaucoup d'outils numériques pour mettre en commun. Certains sont propriétaires - comme Google - d'autres sont libres, mais souvent méconnus.

Comment et pourquoi travailler les communs avec une classe ?

Les communs, c'est peu palpable. Ce n'est pas la première chose qui passe par la tête de nos enfants. Il faut rendre visible ce qui est possible grâce à ces communs. Je partirais d'un exemple connu, comme Wikipedia. La classe peut alimenter une page Wikipedia². L'encyclopédie en ligne, gratuite et non commerciale, montre que le savoir peut se construire de façon collaborative et négociée. Cela peut ouvrir des débats et développer l'esprit critique : qu'est-ce qu'un savoir valide ? Comment le construire ensemble ? Interroger aussi les « bulles de filtres » (ndlr : filtrage de l'information qui parvient à l'internaute), ou les *fake news* diffusées par les réseaux sociaux. Sur internet, tout à l'air ouvert, alors qu'en grande majorité, ce ne sont pas des communs, même si c'est accessible. L'accès peut disparaître, vous devez manger ce qu'on vous donne, et donner vos infos personnelles. La carte Google, ce n'est pas un commun, on l'alimente tous même sans le vouloir, mais c'est monnayé. C'est ergonomique, ça pense à votre place, c'est super facile et confortable. C'est donc logique de ne pas avoir envie d'en sortir.

Mais c'est un outil commercial. Certains organismes privés ou publics doivent payer des milliers d'euros par mois pour y déposer de l'information. Nos vies sont de plus en plus régies par des algorithmes, il est donc de plus en plus important d'avoir une maîtrise des outils et des infos que vous donnez. Discuter de ça avec les ados n'est pas facile, ils n'en voient pas trop les limites. D'autant que faire des communs, ça nécessite de l'implication. Définir et faire respecter les règles, ce n'est pas marrant. C'est le confort dans lequel on nous place qui dilue notre pensée.

Propos recueillis par Christophe DUBOIS

¹ <https://cooptic.be>

² voir notamment le Wikiconcours lycéen

https://fr.wikipedia.org/wiki/Projet:Wikiconcours_lyc%C3%A9en

* pédagogie

A l'école du partage Les communs dans l'enseignement

Comment accompagner les ados dans leurs recherches d'informations sur le web et dans les médias, dans la construction d'une culture collective, d'un partage des savoirs, d'une envie d'apprendre ? S'appuyant sur la théorie des communs de la connaissance, les autrices prônent un projet d'enseignement basé sur le partage. Afin d'accompagner les élèves dans la prise de conscience du rôle des communs pour la construction d'une vision éthique du monde dans lequel ils et elles souhaitent vivre.

M. Carbillet & H. Mulot, éd. C&F, 304p., 2019. 26€

Recrée ta cour !

Une cour de récré bétonnée, c'est encore la réalité de beaucoup d'écoles en Wallonie et à Bruxelles. Cet ouvrage synthétise les multiples aspects et enjeux à prendre en compte pour penser, aménager et vivre collectivement une cour de récré : consultation des personnes concernées, contraintes géographiques, place laissée à la nature, à la créativité, réglementation, sécurité, financement...

Ed. GoodPlanet & Cera, 148p., 2018. Gratuit (emmanuel.rifaut@cfwb.be) ou téléch. sur www.goodplanet.be/docs/edu/Recree-ta-cour_web.pdf

Le jardin des possibles

Ce guide méthodologique vise à accompagner les projets de jardins partagés, éducatifs et

écologiques. Il fournit les repères méthodologiques utiles à la construction du projet, l'éclairage pédagogique pour exploiter le potentiel éducatif du jardin et les informations nécessaires pour le gérer de manière écologique. Un chapitre est consacré à l'organisation des usages et modes de fonctionnement du jardin.

Ed. Réseau Ecole et Nature (+33 (0)4 67 06 18 70), 107p., 2013. 20€ ou téléch. sur www.reseaucoleetnature.org >Nos Publications >Ouvrages >Agir ensemble

CAP magazine eau

Ce magazine didactique à destination des jeunes dès 14 ans analyse la prévention des conflits sous l'angle de l'accès à l'eau. Chacun des 4 numéros propose textes, études de cas, questions d'exploitation et jeux sur un thème lié : menaces et répartition, bien commun et privatisation, source de conflits ou de coopération.

Ed. CNAPD, 4 x 20 p., 2015. Téléch. sur www.cnapd.be >Publications >Outils pédagogiques

L'accès à l'eau

Ce petit cahier aidera les éducateurs et éducatrices à aborder ce bien commun qu'est l'eau (accès, gestion publique et/ou privée) à l'aide de documentaires en prêt chez PointCulture. Une sélection d'extraits et quelques pistes d'exploitations pédagogiques et d'éducation aux médias sont proposées.

Ed. PointCulture, coll. Repérages, 23p., 2012. Téléch. sur www.pointculture.be >Publications >Service éducatif >Toutes les publications

Manuel à l'usage des initiatives citoyennes dans des contextes divers

Donnerie, Groupe d'Achat Commun, SEL, Repair Café... autant d'initiatives citoyennes collectives et autogérées à découvrir dans ce manuel qui fournit des conseils et techniques pour lancer et faire fonctionner de tels groupes, et examine quelques contextes particuliers (associations ou citoyen-nes, publics spécifiques, mixité sociale).

Ed. RCR, 68p., 2015. Téléch. sur www.asblrcr.be/ressources

64 jeux d'écoute, de confiance et de coopération

Pour démarrer une journée, constituer un groupe ou encore écouter autrement, mettez du jeu dans vos groupes d'adultes et éprouvez la manière dont des jeux corporels basés sur l'écoute et la confiance transforment nos relations! 64 jeux peu connus mais faciles à mettre en œuvre sont présentés en détail avec toute l'expérience de l'auteur.

P. Deru, éd. Le Souffle d'Or, 311p., 2018. 17,50€

* infos & réflexion

Les communs

Ces posters (aussi utilisables sous forme de brochure) permettent de découvrir la notion de communs à travers la présentation du principe, illustré d'exemples concrets issus de différents secteurs d'activité, son histoire et les perspectives qu'il ouvre pour changer notre société.

Ed. Remix Biens Communs, Vecam & Espace Mendès France, 12p., 2017. Téléch. sur https://wiki.remixthecommons.org/index.php/Expo_sur_les_communs

La biodiversité ça se cultive aussi !

Notre patrimoine cultivé - légumes, céréales, fruits - créé et entretenu par des générations de paysan-nes est, depuis une centaine d'années, appauvri par des pratiques agricoles, commerciales et juridiques qui tendent à réduire la diversité de ce que l'on sème à quelques variétés industrielles, de plus en plus brevetées. C'est ce qu'explique cette brochure, qui appelle à agir pour défendre la biodiversité cultivée et le droit à l'alimentation.

Ed. Réseau Semences Paysannes, 10p., 2010. Téléch. sur www.semencespaysannes.org >Boutique >Brochures

La renaissance des communs

Le sous-titre de cet essai en résumé bien le propos : « Pour une société de coopération et de partage ». Ecrit par un expert mais accessible aux novices, il met en lumière les différentes *enclosures*, ces barrières qui enferment des pans entiers de nos vies dans le giron des marchés, du savoir indigène aux organismes vivants. Surtout, il présente les alternatives, ces multiples façons de faire « commun », et leur histoire. Un ouvrage pour comprendre les communs.

D. Bollier, éd. Charles Léopold Mayer, 192 p., 2014. 19€ ou téléch. sur www2.eclm.fr/livre/la-renaissance-des-communs

Gouvernance des biens communs

Dans cet ouvrage devenu un classique, Elinor Ostrom (prix Nobel d'économie 2009 pour ce travail) synthétise sa pensée sur la gouvernance

des ressources naturelles par des organisations volontaires, plus efficaces qu'un État coercitif. Elle l'illustre de nombreuses études de cas à travers le monde, en particulier sur des communautés de gestion de l'eau et des pêcheries.

E. Ostrom, éd. De Boeck Supérieur, 300p., 2015. 40€

Neuf essentiels pour penser la culture en commun(s)

Ce livre compile, introduit et commente une dizaine d'ouvrages sur les communs. Il en éclaire les différentes représentations, pratiques et enjeux, et se penche plus particulièrement sur leur inscription dans le champ culturel : cadre théorique et pratique, dimension juridique, droits culturels...

Ouvrage collectif, éd. Culture & Démocratie (02 502 12 15), 151p., 2017. 5€ + port ou téléch. sur www.cultureetdemocratie.be >Productions

Retrouvez ces outils et bien d'autres

■ sur www.reseau-idee.be/outils-pedagogiques
 >mot-clé: communs

■ en consultation sur rendez-vous au Réseau
 IDée à Bruxelles (02 286 95 70) ou à Namur
 (081 39 06 96)

* jeunesse

C'est mon arbre

Cet écureuil a un sens aigu de la propriété : c'est SON arbre et SES pommes de pins, pas question de les partager ! « On sait comment ça se termine : ça devient l'arbre et les pommes de pin de tout le monde »... Il échafaude alors de multiples solutions - portail, palissade, mur - pour protéger SON arbre, s'isolant avec ses possessions, mais aussi de la vie de la forêt. Un album drôle pour parler propriété privée, partage, communauté, avec les petit-es dès 3 ans.

O. Tallec, éd. L'École des Loisirs, coll. Pastel, 32p., 2019. 12,50€

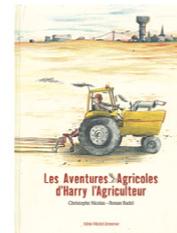
Le petit jardinier extraordinaire

Joe, petit garçon à l'imagination foisonnante, cultive sur son balcon un petit jardin qui grandit, grandit... avant de gagner tout le quartier, devenu joyeux et coloré au gré des plantes offertes par Joe à ses voisin-es. Cet album sensible célèbre le partage, la convivialité et le bien-être apporté par la nature en ville. Dès 4 ans.

S. Boughton, éd. Gallimard jeunesse, 34p., 2019. 14,90€

Les aventures agricoles d'Harry l'agriculteur

Lorsque plus rien ne pousse dans ses champs ni dans ceux de ses voisin-es, Harry mène l'enquête. Les graines ont été aspirées par une énorme machine qui agit la nuit en catimini. Sommé de s'expliquer, son conducteur en blouse blanche tente de vendre ses « super-graines » OGM à Harry et ses ami-es... sans guère de succès ! Un album défendant une agriculture à taille humaine et mettant en



garde les lecteur et lectrices (dès 10 ans) sur le rôle des multinationales prêtes à tout pour imposer leurs produits brevetés et génétiquement modifiés.

C. Nicolas & R. Badel, éd. Albin Michel jeunesse, 40p., 2012. 15,50€

L'école est finie

2028. L'école a cessé d'être gratuite et accessible à tous. Beaucoup de parents n'ont plus les moyens de financer la scolarité de leurs enfants. L'éducation des plus pauvres est alors prise en charge par des enseignes commerciales. En cette période où l'école est de plus en plus instrumentalisée, ce court roman de politique-fiction fait réfléchir petites et grand-es à l'avenir de l'école et à la société que nous voulons pour demain. Dès 9 ans.

Y. Grevet, éd. Syros, 45p., 2012. 3€



Pour une école citoyenne

Cet ouvrage propose de nombreuses pistes réflexives et pratiques pour tendre vers une école citoyenne. Partant des contraintes et difficultés rencontrées sur le terrain, il tente d'y apporter des réponses concrètes, telles que : construction commune de règles, développement de la pensée critique, conseil d'école, justice permettant écoute et réparation, projets collectifs invitant au vivre ensemble...

B. Derbaix, éd. La Boîte à Pandore, 328p., 2018. 19,90€

Petit ouvrage d'autonomie technologique

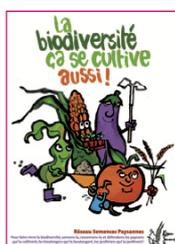
La croissance hégémonique des géants du numérique repose sur l'exploitation de nos données personnelles : nos connexions sont tracées et nos vies calculées. Ce petit livre propose des solutions concrètes pour réinventer d'autres relations aux technologies et reconquérir notre souveraineté : logiciels libres, hébergeurs alternatifs, tiers-lieux de partage et d'apprentissages...

C. Richard, éd. 369, coll. Manuels, 60p., 2018. 12€

Fab Lab

Démocratiser l'accès aux technologies numériques, aux connaissances et aux experts; partager des ressources matérielles et intellectuelles; concevoir et réaliser des projets détachés de la consommation de masse: voilà les enjeux des Fab Labs, les laboratoires collectifs de fabrication. Abordant différentes facettes de ce réseau mondial de laboratoires locaux (histoire, objectifs, dimension économique), cet ouvrage présente également de nombreux projets réalisés dans, par, ou en collaboration avec des labs.

M. Menichinelli et al., éd. Pyramyd, 268p., 2015. 29,50€





* sur le web

Le **Réseau francophone des communs** est une communauté ouverte qui oeuvre à faire connaître les (biens) communs en France et plus largement dans la francophonie. Il propose différents outils, comme *Les Communs d'abord* (www.les-communs-dabord.org) un média web indépendant ayant pour but de donner une visibilité aux multiples initiatives, publications (*voir outils p.18*) et débats liés au mouvement des Communs. Ou encore le *Forum des communs* (<https://forum.lescommuns.org>) et le *Wiki des communs* (<https://wiki.lescommuns.org>). Le tout est repris sur le *Portail des communs* (<https://lescommuns.org>) qui propose toute une série d'infos, de liens et d'outils.

A l'initiative d'organismes de différentes régions (France, Québec, Maroc, Sénégal), le projet **Remix Biens Communs** est un espace

interculturel de partage et de co-création de documents multimédias sur les biens communs. Il propose notamment un espace web permettant de déposer, échanger, cataloguer, remixer et diffuser des documents multimédia sur les communs. Rendez-vous sur www.remixthecommons.org

Basée à Paris, l'**Université du Bien Commun** entend promouvoir la connaissance des biens communs et celle des forces en présence dans tous les champs où elles opèrent : droit, économie, anthropologie, philosophie, histoire, sciences, technologies, agriculture, numérique... Agora, lieu de recherche et de diffusion, de formation, d'éducation populaire, l'Université est ouverte à tous les publics. Elle repose sur un fonctionnement coopératif et rotatif, avec des modes d'intervention variés : conférences, ateliers, projections, interventions scéniques et plastiques. Plus d'infos sur Facebook > Université du Bien Commun. A écouter aussi sur <https://audioblog.arteradio.com/blog/98891>

Réseau de Consommateurs Responsables

Le Réseau de Consommateurs Responsables (RCR) regroupe toute une série d'initiatives visant à consommer autrement. Parmi celles-ci, plusieurs sont en lien avec les communs, comme le réseau d'échanges de savoirs (RES), les systèmes d'échange locaux (SEL), ou encore les potagers collectifs, communautaires ou jardins partagés. Le RCR rassemble ces différentes initiatives sur une carte en ligne, aide à leur mise en place et leur accompagnement.

081 22 69 50 - www.asblrcr.be

Espace Environnement

Cette association située à Charleroi propose de nombreux services d'information, de médiation, de formation, de mise en réseau... La participation citoyenne est au cœur de chaque démarche. Elle oeuvre dans différents domaines : habitat, mobilité, transition... Pointons son action en matière d'accompagnement de projets de jardins partagés.

071 300 300 - www.espace-environnement.be

Réseau Transition

Il y a plus de 160 Initiatives de Transition en Belgique francophone. Y sont développés une multitude de projets pensés et gérés en commun, pour imaginer et construire le monde de demain, comme des systèmes d'échange locaux (SEL), des espaces collaboratifs ou encore des potagers collectifs. Le Réseau Transition vise à accompagner ces Initiatives via des infos et formations, et à les rendre visibles via une carte interactive sur son site web.

02 203 46 10 - www.reseautransition.be

Agriculture & alimentation

Terre-en-vue

Le mouvement citoyen et associatif Terre-en-vue souhaite faciliter l'accès à la terre nourricière pour une agriculture durable. La coopérative acquiert des terres mises ensuite à la disposition des agriculteurs et agricultrices sur le long terme, dans une optique de propriété et gestion collective des terres. (*lire article p.12*)

info@terre-en-vue.be - www.terre-en-vue.be

Nature & Progrès

Parmi les projets et activités de Nature & Progrès, une association active notamment autour du jardinage biologique, il y a la *Maison de la semence citoyenne*, à Namur. Objectif : organiser des moments de réflexion, des échanges de graines et des formations. (*lire article p.12*)

081 30 36 90 - www.natpro.be

Fraternités Ouvrières

Créée par deux passionnés du jardinage en permaculture, l'association Fraternités Ouvrières est située à Mouscron. Ici, pas de « catalogue officiel et certifié » (*lire article p.12*), mais une grainothèque organisée en groupement d'achat, regroupant près de 3000 adhérents et 6000 graines. Chaque jeudi après-midi, une permanence propose des visites du jardin et la vente des semences, achetées en gros et mises en sachets par les bénévoles. <http://fraternitesouvrieres.over-blog.com>

Il existe d'autres initiatives citoyennes ou associatives de **grainothèques** à Bruxelles et en Wallonie. Ces endroits permettent de déposer et échanger librement des graines de fleurs, de fruits et de légumes. Il en existe peut-être une près de chez vous !

Worms

Spécialiste du compostage, l'asbl Worms propose notamment des animations dans les écoles et l'accompagnement de projets de compostage collectif. Sur son site web, une carte reprend les différents sites de compostage de quartier à Bruxelles.

02 611 37 53 - www.wormsasbl.be

Espaces collectifs & mobilité

GoodPlanet Belgium

Avec son appel à projets *Ose le vert, recrée ta cour*, l'asbl GoodPlanet propose aux écoles bruxelloises et wallonnes de repenser cet espace collectif qu'est la cour de récré, en y intégrant plus de nature et de convivialité. (*lire article p.15 et outils p.18*)

02 893 08 21 - www.oselevert.be

Etats généraux de l'eau à Bruxelles

« *Nous défendons que l'eau est un bien commun* », peut-on lire sur le site des Etats généraux de l'eau à Bruxelles (EGEB). Cette asbl plaide pour une politique participative de l'eau à Bruxelles. Elle coordonne, avec d'autres partenaires, la recherche-action participative *Brusseau*. (*lire article p.9*)

0498 59 15 50 - www.egeb-sgwb.be

Occupons le terrain

Le réseau Occupons le terrain regroupe des collectifs citoyens et d'associations pour la préservation des territoires et de ressources (terres agricoles, eau, forêts, espaces verts, zones protégées...) à Bruxelles et en Wallonie. Cette coordination souhaite recenser, fédérer et rendre visibles les collectifs, mais aussi stimuler le partage d'infos et d'outils concrets entre eux. <http://occuponsleterrain.be>

Habitat et Participation

Via des processus participatifs décisionnels interactifs, l'asbl Habitat et Participation soutient la mise en œuvre d'un dialogue et d'un partenariat en matière d'habitat, urbain ou rural, dans une perspective de développement durable. Elle conseille, forme et accompagne notamment les groupes citoyens dans leur projet d'habitat collectif et propose, à ce sujet, un site web (www.habitat-groupe.be) reprenant toute une série d'infos utiles et des petites annonces.

010 45 06 04 - www.habitat-participation.be

Communa

Pour favoriser l'usage transitoire des bâtiments vides (bureaux, maisons, zones industrielles, immeubles à appartements...), Communa transforme les espaces temporairement inoccupés en communs. Dans une approche participative et solidaire, Communa permet la mise en place de projets citoyens actifs dans la création artistique, l'économie sociale et solidaire et la vie associative.

info@communa.be - www.communa.be

Community Land Trust Bruxelles

Le Community Land Trust Bruxelles (CLTB) développe des projets de logements perpétuellement abordables à Bruxelles pour des personnes à revenus limités, sur des terrains possédés en commun. (*lire article p.12*)

02 840 61 49 - www.cltb.be

Tous à pied

L'asbl Tous à pied travaille à développer la culture de la marche utilitaire et de loisir et accorde une attention particulière à la valorisation des petites voiries publiques. Elle se penche notamment sur la question des chemins et sentiers comme biens communs. (*lire article p.11*)

081 390 811 - www.tousapied.be

Cozycar

À Bruxelles et en Wallonie, l'asbl Taxistop propose Cozycar, une solution d'autopartage à l'échelle d'un quartier. Les propriétaires

partagent leur voiture avec leurs voisins ou proches et les utilisateurs bénéficient d'une voiture quand ils en ont besoin pour leurs déplacements.

www.cozycar.be

Économie sociale, énergie & autres

SAW-B

En tant que fédération d'économie sociale, SAW-B, active à Bruxelles et en Wallonie, s'interroge sur la notion de communs dans son secteur. Elle propose des animations et formations (entre autres, autour des coopératives), ainsi que des publications (dont une analyse sur les communs). Ses derniers *Chantiers de l'économie sociale*, organisés en octobre 2019, avaient pour thème les communs, l'occasion de plonger cette notion au cœur du secteur de l'économie sociale.

071 53 28 30 - www.saw-b.be

REScoop Wallonie

En tant que Fédération wallonne des coopératives citoyennes d'énergie renouvelable, REScoop Wallonie fédère 16 coopératives qui produisent de l'électricité principalement d'origine éolienne. Dans les coopératives de REScoop, les coopérateur-trices sont copropriétaires de l'outil de production d'énergie réellement 100% verte dont ils ont ensemble le contrôle démocratique. L'énergie aux mains des citoyen-nes

<https://rescoop-wallonie.be>

Financité

Financité stimule des initiatives collectives en matière de finance responsable et solidaire. L'asbl accompagne notamment les groupes de citoyen-nes désireux de lancer une monnaie citoyenne et met en relation, développe des outils communs pour les groupes existants. Près d'une vingtaine d'initiatives de monnaies citoyennes ont déjà vu le jour en Wallonie et à Bruxelles.

02 340 08 60 - www.financite.be

Culture & Démocratie

Les communs font partie des chantiers de l'asbl Culture & Démocratie, une plateforme de réflexion, d'échange, d'observation et de sensibilisation liant culture et démocratie. L'asbl propose notamment des publications sur le sujet. (*voir outils p.18*)

02 502 12 15 - www.cultureetdemocratie.be

Coopérer par les technologies

Cooptic

Cooptic Belgique se met au service des personnes, structures, collectifs qui souhaitent collaborer. S'appuyant sur l'outil informatique et au profit du bien commun, elle propose des formations courtes et longues, de l'accompagnement ciblé, ainsi qu'un espace web collaboratif, pour réaliser des sites web véritablement collaboratifs, des cartoparties, etc. Son site propose de nombreuses ressources. (*lire article p.17*)

0483 67 93 20 - www.cooptic.be

Frama Libre

Véritable annuaire du libre, trouvez-y des informations sur ce qu'est le libre, ainsi que plein de logiciels libres à télécharger sur toute une série de thèmes (bureautique, éducation, création...). Vous y trouverez aussi des jeux, des ouvrages ou encore des vidéos libres de droit, en Creative Commons.

<https://framalibre.org>

FabLabs

Les FabLabs (*Fabrication Laboratory*) sont des laboratoires ouverts de fabrication d'objets où toute personne (artiste, développeur-euse, bricoleur-euse, citoyen-ne...) vient expérimenter, apprendre ou fabriquer tous types d'objets, accompagné d'un instructeur-trice qui a choisi de partager son savoir. En pleine expansion, il en existe plusieurs à Bruxelles et en Wallonie.



* jeunesse

Pour faire une tarte aux pommes

Petit album à spirales, au graphisme épuré et coloré, au texte court et explicite. A utiliser avec les petit-es (2 à 5 ans), pour accompagner un projet de sensibilisation autour de la pomme ou des fruits, de la graine à la tarte. En quelques pages, cet album aborde la patience et l'attente tranquille (« On attend » revient souvent), au fil des saisons et des années, le temps qui passe et le temps qu'il faut pour pousser, grandir ou cuire une tarte aux pommes. En peu de mots et d'images, il raconte l'enfant qui grandit, le pommier aussi, les deux pommes qui suffisent pour préparer la tarte, à savourer ensuite entre ami-es. Et le cycle se poursuit, lorsqu'un autre enfant reçoit les pépins et court les planter à son tour. L'histoire recommence alors au début, telle une spirale sans fin. **CT**

B. Contraire & G. Nanni, éd. Albin Michel jeunesse, 42p., 2019. 13,90€

Mirabelle & Viandojus

De la naissance de leur amitié aux folles péripéties vécues ensemble, en passant par des instants savoureux et le vertige du temps qui passe, cet album nous fait partager des moments cocasses ou rêveurs avec Mirabelle, petite fille espiègle, débrouillarde et respectueuse de la nature et Viandojus, son pote sanglier, rebelle, un brin râleur mais au grand cœur. Avec ces deux-là, on prend le temps, on sort des sentiers battus et on partage les petits plaisirs joyeux des aventures au grand air ! Un album plein d'humour illustré de jolis dessins aux feutres de couleurs, à raconter aux enfants dès 4 ans. **SHa**

C. Roussey, éd. De la Martinière jeunesse, 80p., 2019. 14,90€

J'ai le droit de sauver ma planète

« Moi, petit humain, j'ai des droits ! Le droit de grandir, de m'épanouir, de dire, de réfléchir, de choisir et d'agir pour sauver ma planète ». La Convention internationale des droits de l'enfant, consacrée à l'amélioration des conditions et de la qualité de vie des enfants dans tous les pays, a aujourd'hui 30 ans. L'occasion de réunir dans un très bel album illustré droits fondamentaux et enjeux environnementaux des acteurs et actrices de demain. Car à quoi tout cela pourrait-il bien servir si ces dernier-es n'avaient pas aussi le droit de préserver une planète en bonne santé ? Dès 5 ans. **NS**

A. Serres & A. Fronty, éd. Rue du Monde, 43p., 2019. 16,50€

Tu seras les yeux de la mer

Porte-containers géant, érosion des côtes, continent de plastique, fonte des glaces, surpêche..., mais aussi pêcheur-ses, migrant-es... Cet ouvrage alternant photos couleur et dessins à l'encre de chine complétés de courts textes, propose un voyage autour du globe avec comme fil conducteur la beauté des océans, les menaces pesant sur eux et l'urgence de les sauvegarder. Un magnifique ouvrage qui aborde toutes les facettes de l'océan, entremêlant informations (souvent préoccupantes) et émerveillement poétique devant la beauté des mers. Un cri d'alarme mais aussi un message d'espoir. Une invitation à rêver tout autant qu'à rester vigilant-e et combatif-ve. Dès 8 ans. **SHa**

Serres & Zaü, éd. Rue du Monde, 96p., 2019. 22€

Ne change jamais !

Cet ouvrage s'adresse aux enfants et adolescent-es sans les prendre pour des bêtas,

mais en valorisant leurs compétences - entraide, créativité, empathie, curiosité, indignation, désobéissance... - dont les adultes ferait bien de s'inspirer ! Vingt thématiques sont abordées (consommation, eau, alimentation, transport, migrant-es, nature, résistance...) dans ce livre hybride où chaque chapitre débute comme un roman où l'on partage les révoltes d'une ado face aux adultes, se poursuit par des informations factuelles et chiffrées sur la thématique, et se termine par l'encouragement à cultiver ces savoir-faire et savoir-être : pour changer le monde, « ne change jamais ! » **SHa**

M. Desplechin, éd. L'École des Loisirs, 176p., 2019. 12€

Soon

En 2151, la population mondiale, divisée par dix suite aux crises climatiques, épidémies et guerres, a inventé un nouveau mode de gouvernance et est regroupée dans sept villes, rendant le reste de la Terre à la nature. Simone, astronaute, va diriger la mission spatiale Soon, un voyage sans retour pour un poignée d'adultes et d'enfants, destiné à sauvegarder l'espèce humaine. Avant le grand départ, elle emmène son fils Youri pour un dernier road-trip. Cette épaisse BD d'anticipation alterne, en deux récits parallèles, des planches au dessin organique où l'on suit les tribulations et relations de Youri et sa mère dans le « présent » de 2151, et des interludes explicatifs plus graphiques permettant de comprendre comment le monde en est arrivé là. Étrange et passionnante, cette BD résonne de façon sombrement prémonitoire avec les crises actuelles. **SHa**

T. Cadène & B. Adam, éd. Dargaud, 240p., 2019. 27€



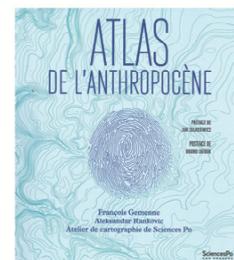
* infos

Atlas de l'anthropocène

Excellent outil pour mieux comprendre les crises environnementales actuelles, cet atlas sera également très pratique en tant qu'outil pédagogique à destination de la fin du secondaire. Organisé en grands chapitres (climat, biodiversité, pollutions, démographie, politiques), son découpage en doubles pages thématiques (texte et illustrations) permettra

aux enseignant-es de cadrer un sujet avec précision tout en combinant plusieurs aspects. Ainsi, un exposé sur l'élévation du niveau des mers pourra par exemple bénéficier de précisions provenant des deux pages précédentes, consacrées à la fonte des glaces. **FdT**

F. Gemme & A. Rankovic, éd. Presses de SciencesPo, 160p., 2019. 25€



* pédagogie

Consommation et environnement

Composé d'un dossier détaillé pour l'enseignant-e et de fiches élèves, ce document pédagogique à destination du secondaire supérieur aborde les notions de consommation par l'utilisation des ressources : production, alimentation, mobilité, obsolescence et recyclage. Pour chaque activité, les élèves sont invité-es à poursuivre leur réflexion et à identifier leur marge de manœuvre pour poser un engagement et une action concrète individuelle ou collective. Un outil suisse romand facilement transposable à des données relatives à la Belgique. **NS**

Éd. Push COSEDEC, 38p., 2016. Téléch. sur www.pusch.ch/fr/ecoles/dossier-environnement-et-consommation

L'Odysée des sons

Amusant et dynamique, ce jeu coopératif fait découvrir, à l'aide de questions, défis, énigmes et épreuves, la variété de sons présents à l'école, à la maison, en ville ou dans la nature, et rechercher des solutions pour une meilleure

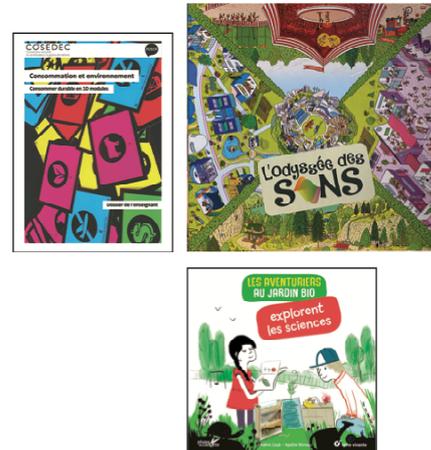
qualité de vie. Les illustrations fourmillent de détails que les enfants se plairont à explorer pour identifier les multiples sources de bruit, tantôt nuisances, tantôt utiles ou agréables. Un excellent outil pour introduire la thématique avec une classe de la 3^e à la 6^e primaire, avant p.ex. de se lancer dans un projet de sensibilisation et de réduction du bruit. **SHa** Ed. Empreintes & Art of Games, 2019. Gratuit (jennifer@empreintes.be - 081 390 660) pour les écoles primaires, après formation ou atelier de découverte.

Les aventuriers au jardin bio explorent les sciences

Ce petit livre illustré suggère quelque 75 expériences et activités à réaliser au jardin, organisées en cinq grands thèmes : l'eau, l'air, la terre, la lumière et le vivant. Chaque double page propose une ou deux expériences pratiques, accompagnées de courtes explications théoriques. Elles sont en général assez simples et, comme le matériel nécessaire est systématiquement détaillé dans un encart, elles devraient être facilement réalisables en

classe ou en extérieur. **FdT**

F. Lisak & A. Moreau, éd. Plume de carotte & Terre vivante, 88p., 2019. 14€



S'abonner / se réabonner au magazine ?

Commander un numéro ?

Télécharger gratuitement SYMBIOSES ?

Rendez-vous sur

www.symbioses.be

Déjà 125 numéros parus

Tous les numéros à partir du n°47 sont téléchargeables sur www.symbioses.be

Commande

4€/exemplaire
3€/exemplaire antérieur au n°83
(frais d'envoi compris sauf hors Belgique)

Abonnement

12€/an (= 4 numéros)
18€/an si hors Belgique

Contactez-nous

Réseau IDée asbl
Magazine SYMBIOSES
266 rue Royale - 1210 Bruxelles
+32 (0)2 286 95 70
info@symbioses.be
abonnement@symbioses.be

Ecoles : un exemplaire de chaque SYMBIOSES est envoyé gratuitement dans toutes les écoles francophones de Belgique. Si vous ne le recevez pas ou si toute information au sujet de votre école (personne contact, adresse) a changé, prévenez-nous !

- n°100 : **Dehors !** ● n°101 : **Entreprises et ErE** ● n°102 : **Voyage éducatif** ● n°103 : **Cultiver en ville** ● n°104 : **Contes & Légendes** ● n°105 : **Eduquer à l'énergie** ● n°106 : **Environnement & Social** ● n°107 : **L'animal pour éduquer** ● n°108 : **Eduquer au climat** ● n°109 : **Faites-le vous-même(s) !** ● n°110 : **Résister & apprendre** ● n°111 : **A l'école du paysage** ● n°112 : **Où trouver le temps ?** ● n°113 : **La rue est à nous !** ● n°114 : **Verdurisons le béton** ● n°115 : **Coopérons!** ● n°116 : **Migrations** ● n°117 : **L'ErE fait de son genre** ● n°118 : **Écocitoyenneté** ● n°119 : **Santé & environnement** ● n°120 : **Emotions** ● n°121 : **Approche scientifique** ● n°122 : **Transition** ● n°123 : **Arbres** ● n°124 : **Manifs climat... et après ?** ● n°125 : **Eduquer aux communs** ● Prochain numéro : **Zéro déchet**



Nourrir Liège



Du Je 19/03 au Di 29/03, à Liège, ce festival contentera tous les publics désireux de s'initier à la transition alimentaire. Au programme : des conférences, gesticulées ou non, des spectacles, des ateliers pratiques, des balades à vélo, un concours de soupe... Un programme spécifique pour les écoles est également prévu : visite d'une déchetterie, animations sur l'agroécologie, des ateliers pratiques, ainsi qu'une Assemblée des Jeunes pour l'alimentation durable, en présence d'Adélaïde Charlier, le Je 19/03 de 13h à 14h, à l'Hôtel de Ville de Liège. Infos et programme : www.nourrirliège.be - T : 04 223 15 51

Journées de l'eau

Du Di 22/03 au Di 29/03, les Journées bruxelloises de l'Eau proposent des activités pour les familles, et pour les écoles. Infos : www.coordinationenne.be - T : 02 206 12 07 ou 02 206 12 03. Du Sa 14/03 au Di 29/03, les Journées wallonnes de l'Eau proposent des activités gratuites de découverte des rivières pour nous sensibiliser à l'urgence de préserver l'or bleu de notre région. Infos : environnement.wallonie.be/jwe

Conférence gesticulée « A nos Choix »

Di 29/03, à 20h, à la Maison rurale de Blaton et Lu 30/03, à 19h30, à Frasnes-lez-Anvaing. Vous n'avez pas encore vu Olivier Vermeulen et Thomas Prédour nous parler, avec humour et autodérision des grands enjeux de ce siècle ? Si nous voulons cesser de perturber davantage le climat et instaurer une réelle justice sociale, quels choix serons-nous capables de poser ? Pourrions-nous changer notre rapport au travail ? Serons-nous aptes à poser des choix radicaux, et à contester l'ordre établi ? À voir dès 15 ans. Entrée : prix au chapeau (libre). Infos : foyer@culture-beloel.be et Centre culturel du Pays des Collines - T : 069 34 33 00.

Gestion et dynamique de groupe : renouvelez vos méthodes !

Me 1/04 et Je 2/04, de 9h à 17h, au CRIE de Liège, une formation courte pour découvrir et tester des techniques variées d'animation de groupe. Osons les utiliser pour rendre nos interventions efficaces et

agréables, pour impliquer un groupe dans une dynamique positive, créative, génératrice d'idées et de projets novateurs. Prix : 44 €. Infos et inscription : info@education-environnement.be - T : 04 250 75 10.

Atelier vannerie sauvage

Sa 4/04, de 9h à 16h, au CRIE d'Anlier, laissez-vous inspirer par le toucher du noisetier, la couleur du houblon, la douceur ou au contraire la rugosité des racines et écorces sauvages de nos contrées. Une fois les précieux matériaux récoltés, passez à la réalisation... et ramenez-les à la maison avec tout le bagage nécessaire pour vous autonomiser dans cette pratique ! Rendez-vous 36, rue de la Comtesse Adèle à 6721 Anlier. Prix : 60 €. Infos : dethisem@scarlet.be. Inscriptions : info@natureattitude.be - T : 063 42 47 27.

Participation et outils d'intelligence collective

Du Je 23/04 au Sa 25/04, de 9h à 17h, à Bruxelles, une formation proposée par ITECO pour découvrir différents outils d'intelligence collective, s'interroger sur les principes et les conditions de la participation démocratique au sein des groupes d'action et questionner les rapports de pouvoir inhérents à tout fonctionnement collectif. Prix : 110 €, 90€ pour les personnes sans emploi et les étudiant-es. Infos et inscription : info@iteco.be - T : 02 243 70 30.

Bubble festival 2020



Ma 28/04, de 10h à 14h30, dans le bâtiment de Bruxelles Environnement (Tour & Taxis), les écoles dévoilent leurs projets sur le thème du climat de manière créative, sous forme d'un stand et/ou d'un spectacle... Au programme : des activités autour de ce thème, des conférences, des témoignages d'écoles, des ressources pédagogiques (dont celles du Réseau lDée). Infos : [COREN asbl - florencegillet@coren.be](mailto:coren@coren.be) - T : 02 640 53 23.

Conserves sauvages

Sa 25/04, de 10h à 13h, au CRIE de Modave, avec Caroline, préparez un cake à l'ail des ours en bocal, un potage de berce, du pesto, le tout en conserve. Prix : 30 €. Rendez-vous 4, rue du Parc à 4577 Modave. Infos et inscription : info.modave@natagora.be - T : 085 61 36 11.

Forum des écoles en développement durable

Je 7/05, à la Marlagne (Wépion), une journée bien méritée pour valoriser le travail réalisé, entre autres, par les élèves et les enseignant-es des écoles primaires et secondaires de l'appel à projets « Ecoles Pour Demain » et des écoles en démarche « Agenda 21 » scolaire. Le Réseau lDée (qui réalise ce magazine) y sera ! Infos : [COREN asbl - lionellambert@coren.be](mailto:coren@coren.be) - T : 02 640 53 23.

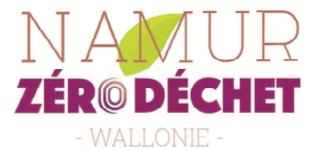
Spectacle : Drôle d'Oiseaux



Di 17/05, à 13h30, sur le complexe communal de Comblain-au-Pont, deux musiciens vous plongent en chansons, en contes, en musiques, dans l'univers fascinant des us et coutumes de volatiles de toutes plumes. Un beau moment de plaisir et de découverte à déguster dès 5 ans ! Prix : 5 €. Infos et inscription : [Les Découvertes de Comblain - info@decouvertes.be](mailto:info@decouvertes.be) - T : 04 369 26 44.

Zéro déchet à l'école

Me 20/05, de 9h à 16h, à la Bourse de Namur, la Ville de Namur et le Réseau



lDée organise une journée pour découvrir comment viser le zéro (déchet) à l'école. Des conférences et témoignages d'enseignant-es le matin, une découverte des meilleurs outils sur le temps de midi, et des ateliers péda-go-pratiques l'après-midi. Pour associer pédagogie et protection de l'environnement. Priorité aux acteurs et actrices des écoles de Namur (directions, économat, enseignant-es, parents, PO, partenaires associatifs). Gratuit. Infos et réservation : marie.bogaerts@reseau-idee.be - T : 02 286 95 75

APPELS À PROJETS

Goûts et couleurs d'ici

L'Apaq-W offre un soutien financier aux écoles situées en Wallonie qui souhaitent mettre en place un projet pédagogique sur le thème de l'alimentation durable. En favorisant la consommation de produits locaux, l'idée est de recréer du lien entre les élèves et les agriculteur-trices de votre région, questionner le lien de la terre à l'assiette... Un concours se tiendra entre fin avril et fin juin 2020. Contactez dès à présent l'Apaq-W - T : 081 33 17 00.

Prix Terre d'Avenir

La Fondation Paola organise la 10^e édition de ce prix qui s'adresse aux élèves et aux écoles de l'enseignement professionnel, technique et artistique. Il récompense les meilleurs projets qui ont l'environnement, la Terre ou l'espace comme sujet. Les inscriptions pour cette 10^e édition doivent être introduites avant le 30 avril 2020. Infos : www.terredavenir.be - T : 02 762 92 51.

Stages nature et environnement

À la recherche de stages pour vos enfants et ados pendant les congés scolaires ? Rendez-vous sur notre moteur de recherche

www.reseau-idee.be/stages

Formations

Vous souhaitez vous former aux thèmes de l'énergie, de l'alimentation, des sols... Vous avez envie de vous former à l'art du conte ? Devenir animateur ou animatrice nature ? Vous avez envie de faire vous-même : votre pain, votre bière, vos savons, votre potager ? Vous avez besoin de méthodes pour monter un projet citoyen collectif ? Visitez notre moteur de recherche :

www.reseau-idee.be/formations